



Rapport final

Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes
par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue
dans le cadre de la formulation de leur projet individuel et à
l'intégration des acquis dans leur stratégie de recherche
d'opportunités économiques.

Programme MLI021

Avec l'appui de



Table des matières

LISTE DES TABLEAUX	iii
LISTE DES GRAPHIQUES.....	iv
LISTE DES SIGLES	v
RESUME EXECUTIF	6
INTRODUCTION.....	8
Contexte et justification	8
Objectifs de l'enquête	9
1. METHODOLOGIE	11
1.1. Bases de données	11
1.2. Atelier préparatoire de l'enquête satisfaction.....	12
1.3. Outils de collecte des données	12
1.4. Collecte des données	13
1.5. Supervision de la collecte des données.....	14
1.6. Traitement et analyse des données.....	14
1.7. Production du rapport provisoire	15
2. RESULTAT DE L'ENQUÊTE.....	16
2.1. Profil des jeunes enquêtés	16
2.2. Types d'orientations reçues par les jeunes	21
2.3. Utilisation des acquis de renforcement de capacités	26
2.4. Analyse du dispositif d'accompagnement par les partenaires.....	45
RECOMMANDATIONS	50
CONCLUSION.....	51
ANNEXES	52
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES.....	53

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: Répartition de la cible prévue par localité.....	11
Tableau 2: Répartition de la cible enquêtée par localité.....	14
Tableau 3: Répartition de la cible analysée dans le rapport par sexe et localité	15
Tableau 4: Répartition des jeunes par sexe et localité.....	16
Tableau 5: Répartition des jeunes par sexe et niveau d'instruction.....	17
Tableau 6: Répartition des jeunes par sexe et statut matrimonial.....	17
Tableau 7: Répartition des jeunes par sexe et tranche d'âge	18
Tableau 8: Répartition des jeunes par sexe et filière	19
Tableau 9: Répartition des jeunes par filière et localité	20
Tableau 10: Proportion des jeunes par filière et tranche d'âge (%)	21
Tableau 11: Proportion de jeunes intégrant les compétences acquises dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques par sexe	27
Tableau 12: Proportion de jeunes intégrant les compétences acquises dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques par localité.....	27

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Correspondance des orientations reçues avec les attentes et besoins professionnels des jeunes par sexe (%).....	22
Graphique 2 : Correspondance des orientations reçues avec les attentes et besoins professionnels des jeunes par localité.....	23
Graphique 3 : Niveau de satisfaction par rapport aux types d'orientation reçus par sexe (%)	24
Graphique 4 : Niveau de satisfaction par rapport aux types d'orientation reçus par localité (%)	25
Graphique 5 : Proportion de jeunes ayant bénéficié d'autres actions de renforcement de capacités par sexe (%).....	28
Graphique 6 : Proportion de jeunes ayant bénéficié d'autres actions de renforcement de capacités par localité	29
Graphique 7 : Application des compétences acquises par les jeunes par sexe.....	31
Graphique 8 : Application des compétences acquises par les jeunes par localité	32
Graphique 9 : Proportion de jeunes mettant en pratique leurs acquis dans les filières agricoles selon le sexe	33
Graphique 10 : Proportion de jeunes mettant en pratique leurs acquis dans les filières agricoles selon la localité	35
Graphique 11 : Effets des actions de renforcement de capacité sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques par sexe (%)	36
Graphique 12 : Effets des actions de renforcement de capacité sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques par localité (%)	37
Graphique 13 : Proportion des jeunes actuellement insérés dans les filières agricoles (%).....	38
Graphique 14 : Proportion des jeunes actuellement insérés dans les filières agricoles selon le maillon et le sexe (%).....	39
Graphique 15 : Proportion des jeunes actuellement insérés dans les filières agricoles selon le maillon et la localité (%)	40
Graphique 16 : Résultats concrets obtenus grâce à l'application des orientations reçues par sexe	42
Graphique 17 : Résultats concrets obtenus grâce à l'application des orientations reçues par localité (%)	44

LISTE DES SIGLES

AMASSA	Association Malienne pour la Sécurité et la Souveraineté Alimentaires
AOPP	Association des organisations professionnelles paysannes
APEJ	Agence pour la Promotion de l'Emploi des Jeunes
CREDD	Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable
EAF	Exploitations agricoles familiales
LuxDev	Luxembourg Development Cooperation Agency
MPME	Micro petites et moyennes entreprises
ONEF	Observatoire national de l'emploi et de la formation
PRODEC	Programme décennal de développement de l'éducation
PRODEFPE	Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi
SPSS	Statistical Package for the Social Sciences

RESUME EXECUTIF

Dans le cadre du Programme MLI/021-Développement rural et Sécurité alimentaire, une enquête de satisfaction a été menée afin d'évaluer l'efficacité du dispositif d'accompagnement des jeunes bénéficiaires des parcours d'insertion professionnelle dans les filières agricoles. Cette initiative s'inscrit dans les stratégies nationales de développement de l'emploi et de la formation professionnelle, en cohérence avec les objectifs du Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) et du Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE). Elle vise ainsi à mesurer l'impact des actions mises en place pour renforcer les compétences des jeunes et leur offrir davantage d'opportunités économiques.

L'étude s'est donnée pour objectif d'évaluer l'adéquation entre les orientations reçues et les besoins des jeunes, tout en mesurant leur niveau de satisfaction quant à la qualité de l'accompagnement proposé. Il s'agissait également d'analyser dans quelle mesure les compétences acquises ont été intégrées dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques, et d'examiner les effets des actions de renforcement de capacités sur leur insertion professionnelle.

Pour y parvenir, une enquête a été réalisée auprès de 1 382 jeunes, dont 301 femmes et 1 081 hommes, répartis dans les régions de Sikasso et Ségou. Une approche mixte, combinant des méthodes quantitatives et qualitatives, a été adoptée. La collecte des données s'est appuyée sur l'outil KoBoCollect, complétée par des ateliers préparatoires et un suivi rigoureux afin d'assurer la qualité des informations recueillies. L'analyse a été effectuée à l'aide du logiciel SPSS, garantissant une exploitation précise et fiable des données.

Les résultats de l'étude mettent en évidence plusieurs constats majeurs. Tout d'abord, les bénéficiaires sont majoritairement âgés de 25 à 35 ans (70,7 % des hommes et 64,7 % des femmes), avec une forte concentration dans les filières de l'embouche (56,9 % des hommes et 38,2 % des femmes) et du maraîchage (20,7 % des femmes). Toutefois, l'accès au financement et aux équipements reste une contrainte majeure, en particulier pour les femmes, ce qui limite leur capacité à tirer pleinement profit des opportunités économiques offertes par le programme.

En ce qui concerne la satisfaction des jeunes par rapport aux orientations reçues, 94,9 % se déclarent satisfaits de la formation et de l'accompagnement à l'élaboration de leur plan d'affaires. Cependant, bien que 77,2 % jugent positif le soutien à la recherche de financement, des disparités régionales apparaissent, avec un taux de satisfaction plus élevé à Sikasso (84,8 %) qu'à Ségou (72,4 %). Par ailleurs, l'accompagnement post-financement est jugé insuffisant, révélant un besoin d'amélioration pour garantir un suivi plus efficace des jeunes entrepreneurs après leur installation.

L'étude révèle également que 78,7 % des bénéficiaires ont intégré les compétences acquises dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques, avec une forte implantation dans la filière embouche (52,8 %). Les compétences en gestion d'entreprise et en commercialisation sont davantage appliquées par les femmes (57,8 %) que par les hommes (47,3 %), illustrant leur engagement dans des activités nécessitant une maîtrise accrue des aspects organisationnels et financiers.

Par ailleurs, des différences régionales notables ont été observées. À Sikasso, l'accent est mis sur l'élevage et l'agriculture durable, avec 26,9 % des jeunes appliquant des compétences agroécologiques. En revanche, à Ségou, l'orientation est davantage portée sur la gestion d'entreprise et la commercialisation, avec 66,5 % des bénéficiaires exploitant leurs acquis dans ce domaine. Ces disparités soulignent l'importance d'adapter les dispositifs d'accompagnement aux spécificités locales afin d'optimiser leur impact.

En définitive, cette enquête met en évidence les avancées significatives du programme, mais aussi les défis qui demeurent, notamment en matière d'accès au financement, de suivi post-formation, et d'équilibre entre les sexes dans certaines filières. En renforçant les dispositifs existants et en ciblant les besoins spécifiques des bénéficiaires, le programme pourrait maximiser son effet et contribuer durablement à la promotion de l'emploi et de l'entrepreneuriat dans les filières agricoles.

INTRODUCTION

Contexte et justification

Le Cadre Stratégique pour la Relance Économique et le Développement Durable (CREDD 2019-2023) guide les orientations stratégiques du développement. Il met l'accent sur cinq axes fondamentaux, dont la consolidation de la démocratie et la promotion de la paix, la croissance économique inclusive, la préservation de l'environnement et le renforcement du capital humain.

Dans cette perspective, le Programme décennal de développement de l'éducation (PRODEC) s'engage à améliorer l'accès à l'éducation et à garantir la qualité de l'enseignement, tout en favorisant la décentralisation pour une gestion plus efficace de l'éducation et de la formation professionnelle.

Le PRODEC 2 accorde une attention particulière à la formation professionnelle et technique comme un levier essentiel pour le progrès économique et l'insertion socio-professionnelle des jeunes. Il vise à diversifier et à améliorer la qualité de l'offre de formation, en phase avec les besoins socio-économiques du pays.

Parallèlement, le Programme Décennal de Développement de la Formation Professionnelle pour l'Emploi (PRODEFPE) soutient la politique nationale de formation professionnelle pour stimuler la croissance économique et l'emploi. Malgré ces efforts, le sous - secteur de la formation professionnelle est confronté à divers défis, notamment en termes d'infrastructures, de ressources humaines et financières.

Pour relever ces défis, des programmes spécifiques, tels que le Programme MLI/021-Développement rural et Sécurité alimentaire et MLI/022-Formation et Insertion professionnelle, visent à renforcer les compétences des jeunes et à les intégrer économiquement dans les filières agricoles dans les régions de Ségou, Sikasso et dans le District de Bamako et périphérie. Cette approche vise à exploiter de manière durable le potentiel humain et les ressources agricoles des régions de Ségou et Sikasso, ainsi que du district de Bamako, pour améliorer les conditions de vie et prévenir l'insécurité. L'objectif spécifique commun aux deux programmes est formulé comme suit : « les jeunes hommes et les jeunes femmes des régions de Ségou, Sikasso et du District de Bamako et sa périphérie bénéficient davantage d'opportunités économiques dans les métiers liés aux filières agricoles ».

Les résultats identifiés en vue de l'atteinte de cet objectif diffèrent d'un programme à l'autre. Pour le Programme MLI/021-Développement rural et Sécurité alimentaire, les trois résultats formulés s'énoncent comme suit :

- les exploitations agricoles familiales développent des opportunités adaptées aux aspirations des jeunes dans des systèmes de production résilients, durables et multi-filières ;
- les initiatives privées et coopératives liées aux filières d'opportunité pour les jeunes sont facilitées au travers de services financiers et non financiers qui permettent la création de valeur et de capacités d'insertion économique rémunérées décemment ;
- les capacités des acteurs au niveau central et régional sont renforcées dans l'accomplissement de leur mandat pour des partenariats publics privés plus efficaces et basés sur une redevabilité mutuelle.

Au niveau des cibles visées, le nombre de jeunes en parcours d'insertion ciblé est de 1 225 hommes et 1 225 femmes. Par ailleurs, la valeur en création dans les filières devrait permettre de créer un lien avec de nouvelles opportunités pour 6 000 jeunes.

De même, 3 800 exploitations agricoles familiales qui comprennent en leur sein des jeunes femmes, des jeunes hommes et des femmes plus âgées et 500 Micro petites et moyennes entreprises (MPME) initiées ou employant des jeunes sont visées en régions et 100 à Bamako.

L'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) joue un rôle essentiel dans ce contexte en assurant le suivi et l'évaluation des politiques de développement de l'emploi et de la formation professionnelle. Sa collaboration avec Lux-Development renforce l'efficacité des actions menées dans ce domaine, contribuant ainsi au développement durable du Mali.

Les deux Programmes ont un dispositif d'accompagnement concerté qui vise à soutenir l'insertion professionnelle des jeunes dans les filières agricoles appuyées. Dans ce processus, un appui-conseil est fourni à travers les partenaires de mise en œuvre du programme MLI/021-Développement rural et Sécurité alimentaire leur fournissant une orientation pour formuler leur projet individuel. Cette enquête permettra d'évaluer la qualité et la pertinence de cette orientation, contribuant ainsi à l'objectif commun des programmes et d'offrir davantage d'opportunités économiques aux jeunes des régions de Ségou et Sikasso ainsi que ceux de Bamako dans les métiers agricoles.

L'indicateur principal mesure le degré de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport au dispositif d'orientation mis en place. En évaluant la qualité de l'orientation reçue, cette enquête permettra également de mesurer dans quelle mesure le programme atteint ses objectifs, tels que le développement d'opportunités adaptées aux aspirations des jeunes dans les exploitations agricoles familiales, la facilitation des initiatives privées et coopératives, ainsi que l'efficacité des actions de renforcement des capacités des acteurs aux niveaux central et régional.

De même, un deuxième indicateur d'extrait est mesuré à travers cette enquête à savoir : « nombre de jeunes qui intègrent les acquis des actions de renforcement de capacités relatives à l'insertion économique dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques ».

Dans le cadre de sa mission d'assurer le suivi et l'évaluation de l'emploi et de la formation professionnelle, l'Observatoire national de l'emploi et de la formation (ONEF) réalise cette enquête pour évaluer l'efficacité du dispositif d'accompagnement mis en place par les programmes et identifier les domaines d'amélioration potentiels, contribuant ainsi à un développement plus durable.

Objectifs de l'enquête

L'objectif global de l'enquête est d'apprécier l'efficacité du dispositif d'accompagnement des jeunes bénéficiaires du parcours d'insertion professionnelle au sein des filières agricoles appuyées.

De façon spécifique l'enquête vise à :

- analyser le niveau d'adéquation entre les différents types d'orientation reçus et les besoins exprimés par les jeunes ;
- évaluer la situation d'insertion des jeunes hommes et des jeunes femmes qui ont bénéficié de conseil et d'orientation et recueillir leur appréciation sur la qualité du dispositif mis en place ;
- analyser l'utilisation faite par les jeunes de l'orientation reçue ainsi que les effets qui en découlent ;
- apprécier le degré de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue dans le cadre de la formulation de leur projet individuel ;
- analyser l'utilisation faite par les jeunes des acquis des actions de renforcement de capacité ;

- analyser les effets des actions de renforcement de capacités sur les stratégies de recherche d'opportunités économiques des jeunes.

1. METHODOLOGIE

La méthodologie adoptée pour la réalisation de cette enquête repose sur une approche mixte combinant la collecte de données quantitatives et qualitatives. Elle a ciblé à la fois les jeunes hommes et femmes ayant bénéficié d'une orientation dans le cadre de la formulation de leur projet individuel au sein des filières agricoles appuyées par le programme, ainsi que les partenaires de mise en œuvre du dispositif. L'objectif était non seulement de recueillir des données, mais aussi d'en assurer le traitement, l'analyse et l'exploitation en vue de la rédaction d'un rapport d'enquête, assorti de recommandations opérationnelles à l'attention des parties prenantes.

Cette démarche méthodologique s'articule autour de deux volets complémentaires. D'une part, l'enquête de satisfaction s'intéresse à l'indicateur d'extrait 2 du Résultat 5 du Programme MLI/021 – Développement rural et sécurité alimentaire, formulé comme suit : « *taux de satisfaction des jeunes hommes et femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue dans le cadre de la formulation de leur projet individuel* ».

D'autre part, l'enquête intègre un second volet portant sur l'évaluation de l'intégration effective des acquis issus des actions de renforcement de capacités. Elle se rapporte à l'indicateur d'extrait 4 du Résultat 7, défini comme suit : « *nombre de jeunes qui intègrent les acquis des actions de renforcement de capacités relatives à l'insertion économique dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques* ».

1.1. Bases de données

LuxDev a mis à la disposition de l'ONEF la base de données des jeunes, tenue et actualisée périodiquement par AMASSA. Cette base contenait des informations permettant de localiser les jeunes ayant reçu une orientation pour élaborer leur projet individuel ainsi que des actions de renforcement de capacité, et précisait le niveau d'avancement du processus d'accompagnement. Avant le lancement de l'enquête, des corrections avaient été apportées en cas de nécessité, et les informations relatives à l'identification des jeunes avaient été davantage précisées afin de faciliter le déroulement de l'enquête.

Les sites retenus pour la collecte des données sont les régions de Sikasso et Ségou. Dans ces localités, la cible à enquêter était les jeunes ayant bénéficié d'orientation dans le cadre de la formulation de leur projet individuel, et d'actions de renforcement de capacités. Cependant, ceux se trouvant dans des endroits inaccessibles ont été enquêtés par téléphone. L'enquête a été réalisée en français et en langue officielle afin de tenir compte des jeunes qui ne sont pas en mesure de s'exprimer en français.

Tableau 1: Répartition de la cible prévue par localité

Sexe	Ségou	Sikasso	Ensemble
Femme	267	113	380
Homme	728	712	1440
Ensemble	995	825	1820

Source : Base de données mise à la disposition de l'ONEF par l'équipe de LuxDev

1.2. Atelier préparatoire de l'enquête satisfaction

L'atelier préparatoire de l'enquête auprès des jeunes ayant bénéficié d'une orientation dans le cadre de la formulation de leur projet individuel et d'actions de renforcement de capacités avait été organisé. Cet atelier avait permis d'échanger avec les principaux acteurs sur les types d'orientation reçus, les besoins exprimés par les jeunes, les actions de renforcement de capacités dont ils avaient bénéficié, et de recueillir de plus amples informations sur le fonctionnement du dispositif d'accompagnement.

Les informations collectées sur les besoins majeurs exprimés par les jeunes en lien avec l'accompagnement, les types d'orientation reçus, ainsi que la nature des actions de renforcement de capacités avaient été utilisées pour affiner le questionnaire en vue d'évaluer la pertinence et la qualité de l'accompagnement reçu, ainsi que l'exploitation faite des acquis des actions de renforcement de capacité.

Les échanges avaient également porté sur la base de suivi des jeunes appuyés, le dispositif d'orientation de façon générale, et le processus de formation-insertion des jeunes dans les filières agricoles appuyées.

Au cours de cette séance, les parties prenantes avaient analysé le questionnaire de l'enquête et y avaient apporté leurs contributions pour sa finalisation. À la fin de l'atelier, la version améliorée du questionnaire avait été transmise par l'ONEF à LuxDev pour validation avant le déploiement de l'enquête.

L'atelier s'était déroulé en présentiel dans la salle de réunion des Conseils régionaux de Sikasso et de Ségou et avait duré une journée. Y avaient pris part l'assistance technique de LuxDev en charge du processus d'accompagnement, des représentants des trois institutions financières partenaires, ainsi que des acteurs de la mise en œuvre tels que l'AMASSA, l'AOPP et les maîtres d'ouvrage, à savoir les Conseils régionaux de Ségou et Sikasso. Certains jeunes appuyés, sélectionnés en synergie avec LuxDev et AMASSA, avaient également été invités à participer à l'atelier.

1.3. Outils de collecte des données

Dans le cadre de l'étude visant à évaluer la satisfaction des jeunes bénéficiaires et l'efficacité du dispositif d'accompagnement mis en place pour soutenir leur insertion professionnelle dans les filières agricoles, deux outils complémentaires ont été élaborés pour capter à la fois les perceptions des jeunes et celles des partenaires de mise en œuvre.

➤ Le questionnaire individuel des bénéficiaires

Destiné aux jeunes hommes et femmes ayant bénéficié d'un accompagnement dans l'élaboration de leur projet individuel, ce questionnaire recueille des informations sur plusieurs volets clés du dispositif :

- Le profil du bénéficiaire (sexe, âge, niveau d'instruction, situation matrimoniale, filière agricole, etc.) ;
- Les types d'orientation reçus : accompagnement à l'élaboration du plan d'affaires, appui-conseil, recherche de financement, financement du projet et suivi post-financement ;
- L'évaluation de la satisfaction par rapport à chacun de ces axes, en lien avec les attentes et besoins spécifiques des jeunes ;
- Les acquis issus des formations complémentaires (entrepreneuriat, techniques agricoles, agroécologie, aviculture, etc.) et leur application effective dans les projets ;
- Les effets concrets observés sur l'insertion professionnelle, le lancement ou l'amélioration d'activités économiques, ainsi que l'impact sur les revenus, le positionnement dans la filière et l'identification d'opportunités économiques ;

- Les appréciations générales et recommandations formulées par les jeunes pour améliorer le dispositif.

Cet outil permet ainsi d'évaluer la portée, la pertinence et l'impact concret du dispositif d'orientation sur la trajectoire professionnelle des jeunes.

➤ **Le guide d'entretien des partenaires**

Conçu pour les institutions partenaires (AMASSA, IMF, conseils régionaux, structures de financement etc.), ce guide vise à recueillir une analyse qualitative du fonctionnement du dispositif et de son efficacité perçue.

Les entretiens abordent :

- L'implication des structures dans la mise en œuvre du programme (orientation, suivi, financement) ;
- Les acquis observés en termes d'autonomisation des jeunes et de développement des filières ;
- Les contraintes rencontrées (problèmes de coordination, inadéquation formation/marché, difficultés de suivi, freins régionaux spécifiques) ;
- Les recommandations pour renforcer l'impact, notamment en ce qui concerne la collaboration interinstitutionnelle, l'accès au financement et l'appui spécifique aux jeunes femmes.

Ce guide complète le questionnaire des bénéficiaires en apportant un regard institutionnel et stratégique sur les performances du dispositif.

➤ **Lien entre les deux outils et l'objectif de l'étude**

L'utilisation combinée de ces deux instruments permet de croiser les perceptions des jeunes (bénéficiaires directs) avec celles des acteurs opérationnels (partenaires de terrain), pour dresser une évaluation globale et équilibrée de la qualité, de la pertinence et de l'efficacité du dispositif d'orientation mis en place. Ce croisement renforce la validité des analyses et alimente la formulation de recommandations concrètes pour l'amélioration de l'accompagnement à l'insertion professionnelle.

1.4. Collecte des données

La collecte des données sur le terrain s'est déroulée du 23 décembre 2024 au 11 janvier 2025 dans les régions de Sikasso et de Ségou. Elle s'est effectuée en deux phases : une première phase de quatre (4) jours, suivie d'une seconde de quinze (15) jours.

En amont de l'enquête, les enquêteurs ont suivi une formation de quatre jours, dont deux jours consacrés à la prise en main théorique des outils de collecte élaboré par l'ONEF, et deux autres jours dédiés à une enquête pilote. Cette phase pilote a permis de tester les outils de collecte et d'y apporter les ajustements nécessaires en cas d'insuffisances.

L'opération de collecte visait à interroger les jeunes ayant bénéficié d'un accompagnement dans la formulation de leur projet individuel, ainsi que les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du dispositif. Les données ont été recueillies à l'aide de l'application KoBoCollect. Chaque enquêteur disposait d'un smartphone sur lequel les outils de collecte déployés étaient installés, et avait la responsabilité de veiller à la qualité des données saisies.

Cette méthode présente l'avantage majeur de permettre une saisie simultanée à la collecte, ce qui contribue à un gain de temps significatif et à une diminution des erreurs de transcription. Au total, au cours

des quinze jours de terrain, 1 382 bénéficiaires ont été interviewés, ainsi que la quasi-totalité des partenaires de mise en œuvre.

1.5. Supervision de la collecte des données

Comme dans toute investigation statistique, du respect de la méthodologie de collecte des données dépend la qualité et la validité des résultats obtenus. Les superviseurs avaient pour tâches, de faire respecter des séries de contrôle, comme :

- ✓ **La présence à certaines interviews** : il est essentiel de participer à certaines entrevues afin de garantir le bon déroulement des procédures de collecte et la qualité des données recueillies. Cette observation permet d'évaluer différents aspects tels que la qualité des questions, la manière dont elles sont posées et traduites, le comportement de l'enquêteur envers le répondant, ainsi que le rythme de l'entrevue. Le superviseur partage ses observations à la fin de chaque entrevue et propose des conseils pour améliorer la performance de l'enquêteur. Environ 20 % des entrevues ont été assistées pendant la collecte.
- ✓ **Le contrôle du rythme de travail** : il est primordial de surveiller en permanence l'avancement des travaux pour garantir que la collecte de données soit achevée dans les délais impartis. Dans certaines situations particulières, il peut être nécessaire d'ajuster le calendrier quotidien de l'enquêteur pour s'assurer qu'il reste aligné avec les échéances prévues.
- ✓ **Les contre-enquêtes (back-check)** : en complément de la vérification du questionnaire, le superviseur avait la charge de contrôler certains renseignements collectés par l'enquêteur. Il se rend chez les personnes interrogées pour repasser certaines questions et s'assurer de l'exactitude des réponses enregistrées. Environ 20 % des questionnaires ont été soumis à cette contre-enquête pendant la collecte de données.

Pour cette enquête, aucun échantillonnage n'avait été initialement prévu. L'objectif était de collecter des données auprès de l'ensemble des bénéficiaires. Cependant, en raison des difficultés rencontrées, 1 382 bénéficiaires ont finalement été interviewés, comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 2: Répartition de la cible enquêtée par localité

Région	Femme	Homme	Ensemble
Ségou	250	655	905
Sikasso	51	426	477
Ensemble	301	1081	1382

Source : Bases de données de la collecte

1.6. Traitement et analyse des données

Le traitement des données statistiques a été effectué de manière méthodique et rigoureuse. Une fois les données collectées à l'aide de l'application KoBoCollect, elles ont été soumises à un processus de traitement de données statistique à partir du logiciel statistique SPSS. Cela a impliqué la vérification de la qualité des données, la suppression des éventuelles erreurs ou valeurs aberrantes, et la conversion des données brutes en indicateurs significatifs.

L'équipe en charge du traitement des données statistiques a veillé également à respecter les normes éthiques en matière de confidentialité et de protection des données, assurant ainsi la sécurité et l'intégrité des informations recueillies. Tout au long du processus, la collaboration avec les enquêteurs et les superviseurs a été maintenue pour garantir une interprétation correcte des résultats et une réponse adéquate aux besoins du projet.

Le traitement des données a permis d'identifier et d'exclure 254 personnes ayant déclaré ne pas avoir pris part au programme d'appui-conseil pour la formulation de leur projet individuel. En conséquence, l'enquête s'est concentrée sur les 1 128 bénéficiaires ayant effectivement participé au programme, comme indiqué dans le tableau ci-dessous.

Tableau 3: Répartition de la cible analysée dans le rapport par sexe et localité

Région	Homme	Femme	Ensemble
Sikasso	393	47	440
Ségou	494	194	688
Ensemble	887	241	1128

Source : Bases de données de la collecte

L'analyse des données statistiques a été conduite de manière approfondie et méthodique afin d'extraire des informations significatives. Après avoir effectué la collecte des données à l'aide de l'application KoBoCollect et le traitement, l'équipe chargée de l'analyse s'est penché sur le lien entre les résultats de l'étude et les questions et préoccupations identifiées dans les termes de référence. Les informations collectées ont été considérées comme des observations recueillies qui ont été classées et triées pour en déduire des constatations et des propositions relatives à la problématique.

1.7. Production du rapport provisoire

Le rapport provisoire a été rédigé conformément au plan de rédaction validé avec LuxDev. Ce plan structuré a permis de présenter et de commenter de manière claire et détaillée les principaux indicateurs clés de l'enquête. Chaque section du rapport a été soigneusement élaborée pour répondre aux objectifs de l'étude et fournir une analyse approfondie des données collectées auprès des jeunes bénéficiaires.

Une fois le rapport provisoire achevé, il a été soumis à l'appréciation de LuxDev. Les remarques et suggestions de LuxDev ont été intégrées dans le document afin de s'assurer que toutes les attentes des parties prenantes ont été prises en compte et que le rapport répondait aux standards de qualité exigés. Cette étape a permis de minimiser les imperfections et d'assurer une version provisoire solide avant les prochaines phases.

Après avoir incorporé les ajustements, le rapport provisoire a été partagé lors de l'atelier de restitution organisé à l'intention des principales parties prenantes. Cet atelier a offert un espace d'échange et de discussion sur les résultats préliminaires, permettant de recueillir des retours constructifs et d'identifier d'éventuelles lacunes ou points nécessitant des éclaircissements supplémentaires.

Le rapport a également été présenté au comité scientifique de l'ONEF lors d'une séance de validation. Cette rencontre a permis d'évaluer la qualité et la pertinence des analyses, ainsi que la rigueur méthodologique adoptée tout au long du processus. Les observations du comité scientifique ont été intégrées pour finaliser le document.

Ce rapport se divise en quatre sections principales, abordant les aspects suivants : (i) le profil des jeunes interrogés, (ii) les types d'orientations reçues par les jeunes, (iii) l'application des acquis du renforcement des capacités, et (iv) l'analyse du dispositif d'accompagnement réalisé par les partenaires de mise en œuvre. La conclusion et les recommandations souligneront les principaux enseignements tirés de cette étude.

2. RESULTAT DE L'ENQUÊTE

2.1. Profil des jeunes enquêtés

Cette section analyse le profil sociodémographique des jeunes hommes et femmes, en prenant en compte leur localité de résidence, leur sexe, leur niveau d'instruction, leur âge et leur statut matrimonial. Elle examine également les filières dans lesquelles ils ont bénéficié d'un accompagnement.

2.1.1. Profil sociodémographique des jeunes

L'analyse du profil sociodémographique des jeunes révèle des différences significatives entre les sexes dans les deux régions étudiées, Sikasso et Ségou

En termes d'effectifs, Sikasso enregistre un total de 440 jeunes, dont 393 hommes et 47 femmes, ce qui met en évidence une nette domination masculine dans cette région. À Ségou, le total des jeunes est de 688, avec 494 hommes et 194 femmes, montrant une plus grande représentation féminine en comparaison à Sikasso.

Ainsi, bien que la région de Ségou affiche un nombre plus élevé de jeunes femmes que Sikasso, la proportion de femmes reste globalement plus faible comparée à celle des hommes, dans les deux régions. La proportion des jeunes femmes à Ségou est plus marquée, mais reste encore inférieure à celle des hommes.

Tableau 4: Répartition des jeunes par sexe et localité

Région	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Sikasso	393	44,3	47	19,5	440	39,0
Ségou	494	55,7	194	80,5	688	61,0
Ensemble	887	100,0	241	100,0	1128	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

L'analyse du niveau d'instruction des jeunes révèle des différences notables entre les sexes et les différents niveaux d'éducation. En général, à la fois les hommes et les femmes présentent une majorité de jeunes ayant un niveau d'éducation fondamental, mais des écarts existent dans les proportions de chaque groupe.

Tout d'abord, parmi les jeunes hommes, la catégorie du niveau fondamental domine largement avec 45,2 %, suivie de ceux ayant suivi une formation coranique ou alphabétisée (17,1 %) et des jeunes sans instruction (15,3 %) et. Les hommes ayant fréquenté l'enseignement supérieur représentent 6,8 % du total.

Concernant les femmes, bien que la majorité (32,8 %) ait également un niveau fondamental, la proportion de femmes ayant un niveau secondaire est plus élevée que celle des hommes (22,8 % contre 15,6 %). De même, la proportion de femmes sans instruction est plus importante, représentant 19,1 % par rapport à 15,3 % pour les hommes. Par contre, les femmes ayant un niveau coranique/alphabétisé sont légèrement moins nombreuses que les hommes (17,1 % contre 18,3 %), tandis que la part des femmes ayant atteint un niveau supérieur reste marginale (7,1 % contre 6,8 % chez les hommes).

Il apparaît ainsi que les hommes sont légèrement plus nombreux avec un niveau d'instruction fondamental, tandis que les femmes ont une plus forte proportion dans le niveau secondaire. Cependant, les femmes montrent également un taux plus élevé d'analphabétisme par rapport aux hommes, ce qui pourrait refléter des barrières d'accès à l'éducation ou des attentes socioculturelles différenciées en fonction du sexe.

Tableau 5: Répartition des jeunes par sexe et niveau d'instruction

Niveau d'instruction	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Aucun	136	15,3	46	19,1	182	16,1
Coranique/Alphabétisé	152	17,1	44	18,3	196	17,4
Fondamental	401	45,2	79	32,8	480	42,6
Secondaire	138	15,6	55	22,8	193	17,1
Supérieur	60	6,8	17	7,1	77	6,8
Ensemble	887	100,0	241	100,0	1128	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

L'analyse de la répartition des jeunes par statut marital révèle des différences significatives entre les sexes, avec une majorité de jeunes mariés dans l'ensemble de la population enquêtée. Cependant, des écarts notables sont observés dans la proportion de jeunes hommes et de jeunes femmes célibataires, divorcées ou veuves.

Tout d'abord, parmi les jeunes hommes, une large majorité (79,7 %) est mariée, suivie par une petite proportion de célibataires (20,1 %). Les jeunes hommes divorcés ou séparés sont très peu nombreux (0,1 %), tout comme les veufs (0,1 %). Ces chiffres témoignent d'un statut marital plus stable et moins diversifié parmi les hommes.

Du côté des jeunes femmes, 83,8 % sont mariées, un taux légèrement plus élevé que celui des hommes. En revanche, la proportion de femmes célibataires (12 %) est bien inférieure à celle des hommes (20,1 %), ce qui pourrait refléter des normes socioculturelles plus strictes concernant le mariage des femmes dans les régions concernées. Par ailleurs, un nombre plus important de femmes sont veuves (2,5 %) par rapport aux hommes (0,1 %), ce qui peut indiquer des facteurs socio-économiques ou des défis particuliers rencontrés par les femmes dans ces régions. Enfin, bien que le nombre de femmes divorcées ou séparées soit relativement faible (1,7 %), il demeure plus élevé que celui des hommes (0,1 %), suggérant que les femmes peuvent être davantage confrontées à des ruptures conjugales.

Dans l'ensemble, ces données indiquent que le statut marital des jeunes dans les régions de Ségou et de Sikasso est majoritairement influencé par le mariage, avec des différences marquées entre les sexes, particulièrement dans les proportions de célibat, de veuvage et de divorce. Les jeunes femmes semblent avoir un parcours marital plus diversifié, ce qui pourrait être lié à des réalités sociétales, économiques et culturelles spécifiques.

Tableau 6: Répartition des jeunes par sexe et statut matrimonial

Statut matrimonial	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Célibataire	178	20,1	29	12,0	207	18,4
Divorcé/séparé (e)	1	0,1	4	1,7	5	0,4
Marié(e)	707	79,7	202	83,8	909	80,6
Veuf (ve)	1	0,1	6	2,5	7	0,6
Ensemble	887	100,0	241	100,0	1128	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

L'analyse de la répartition des jeunes par tranche d'âge met en évidence des différences intéressantes entre les hommes et les femmes dans la population enquêtée.

Parmi les jeunes hommes, une grande majorité se situe dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans (70,7 %), suivie par ceux de 15 à 24 ans (18,9 %). Les jeunes hommes de 36 à 40 ans représentent 8,2 % de l'ensemble, tandis que ceux de plus de 40 ans ne constituent qu'une très petite proportion (2,1 %).

Pour les jeunes femmes, la répartition est légèrement différente. Une part importante (64,7 %) se trouve également dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans, mais ce pourcentage est inférieur à celui observé chez les hommes dans cette tranche. Les jeunes femmes âgées de 15 à 24 ans représentent 18,7 % de l'échantillon, soit une proportion comparable à celle des hommes. Cependant, il y a une différence notable dans les

tranches d'âge plus élevées : 8,7 % des jeunes femmes se situent dans la tranche de 36 à 40 ans, une proportion légèrement plus élevée que celle des hommes (8,2 %), tandis que 7,9 % des jeunes femmes ont plus de 40 ans, contre seulement 2,1 % des hommes. Cette différence peut être liée à des contextes socio-économiques, où les femmes pourraient se retrouver dans des situations de reconversion ou d'entrepreneuriat à un âge plus avancé.

Dans l'ensemble, ces données montrent que les jeunes hommes sont en majorité concentrés dans la tranche d'âge de 25 à 35 ans, mais les femmes présentent une répartition plus marquée dans les tranches d'âge plus avancées, ce qui pourrait être lié à des facteurs tels que les responsabilités familiales, les contraintes socio-économiques ou les opportunités d'entrepreneuriat qui se manifestent plus tardivement pour les femmes dans ces régions.

Tableau 7: Répartition des jeunes par sexe et tranche d'âge

Tranche d'âge	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
15 - 24 ans	168	18,9	45	18,7	213	18,9
25 - 35 ans	627	70,7	156	64,7	783	69,4
36 - 40 ans	73	8,2	21	8,7	94	8,3
Plus de 40 ans	19	2,1	19	7,9	38	3,4
Ensemble	887	100,0	241	100,0	1128	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

2.1.2. Filières agricoles

L'analyse de la répartition des jeunes par filière agricole montre des différences marquées entre les hommes et les femmes, ce qui peut être lié à des préférences sectorielles, des compétences perçues, ainsi que des rôles traditionnels dans les régions.

Chez les hommes, la filière embouche domine largement, avec 56,9 % des jeunes hommes. C'est de loin la filière la plus représentée chez eux. Viennent ensuite l'aviculture (18,9 %) et le maraîchage (12,4 %). D'autres filières comme le fonio (0,9 %) et le riz (1,7 %) sont également représentées, mais de manière marginale. Les hommes semblent ainsi privilégier des filières agricoles à forte intensité de travail.

Chez les femmes, la filière maraîchage se distingue, avec 20,7 % des jeunes femmes. Le maraîchage est souvent perçu comme plus accessible et adapté aux dynamiques familiales, ce qui pourrait expliquer cet intérêt marqué. Ensuite, on retrouve l'aviculture (15,4 %) et l'embouche (38,2 %) parmi les choix de filières, bien que le pourcentage de femmes dans l'embouche soit beaucoup moins élevé que celui des hommes (38,2 % contre 56,9 %). Ce déséquilibre peut être lié à des facteurs sociaux et culturels influençant la participation des femmes dans des activités telles que l'embouche, qui nécessitent souvent des investissements plus importants et des niveaux de travail plus élevés.

Les autres filières comme le fonio (4,6 %), la transformation agro-alimentaire (4,6 %), et le riz (5,8 %) montrent aussi un certain intérêt chez les femmes, bien que leurs effectifs soient relativement faibles. Ce choix pourrait témoigner d'une volonté d'explorer des activités à plus forte valeur ajoutée, telles que la transformation alimentaire, domaine où les femmes ont souvent un rôle clé dans les sociétés rurales.

Enfin, en comparant les deux sexes, on remarque que les hommes ont une concentration plus forte dans des filières comme l'embouche, tandis que les femmes se tournent davantage vers des secteurs comme le maraîchage et les métiers de transformation agro-alimentaire. Cela reflète probablement des choix dictés par des réalités socio-économiques, où les femmes peuvent être plus enclines à se tourner vers des activités agricoles considérées comme plus accessibles ou traditionnelles dans les communautés locales, tandis que les hommes choisissent des activités à plus fort rendement ou nécessitant davantage de capitaux.

Ainsi, bien que certains domaines comme l'aviculture soient choisis par les deux sexes, les tendances sectorielles diffèrent notablement entre hommes et femmes.

Tableau 8: Répartition des jeunes par sexe et filière

Filière	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Anacarde	1	0,1	2	0,8	3	0,3
Aviculture	168	18,9	37	15,4	205	18,2
Commerce	0	0,0	1	0,4	1	0,1
Embouche	505	56,9	92	38,2	597	52,9
Fonio	8	0,9	11	4,6	19	1,7
Maraîchage	110	12,4	50	20,7	160	14,2
Métiers de service agricole	29	3,3	7	2,9	36	3,2
Multi filières	34	3,8	11	4,6	45	4,0
Pomme de terre	1	0,1	1	0,4	2	0,2
Production des légumes	1	0,1	0	0,0	1	0,1
Riz	15	1,7	14	5,8	29	2,6
Sésame	13	1,5	4	1,7	17	1,5
Transformation agro-alimentaire	2	0,2	11	4,6	13	1,2
Ensemble	887	100,0	241	100,0	1128	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

L'analyse de la répartition des jeunes par filière et localité met en évidence des différences notables dans le choix des secteurs d'activité entre les deux régions de Sikasso et Ségou, ainsi qu'entre les hommes et les femmes.

À Sikasso, certaines filières sont dominées par un nombre significatif de jeunes, telles que l'embouche avec 248 jeunes, représentant 41,5 % des effectifs, et l'aviculture qui regroupe 110 jeunes, soit 53,7 % des effectifs dans cette région. Le maraîchage, avec 58 jeunes (36,3 %), suit également de près. Cependant, certaines filières, comme la pomme de terre et la production des légumes, sont marginales, avec seulement 2 et 1 jeune respectivement. Cette répartition suggère que les jeunes de Sikasso privilégient des filières ayant une forte rentabilité ou des besoins en main-d'œuvre plus importants, comme l'embouche et l'aviculture.

À Ségou, la répartition montre une tendance différente, avec des filières comme l'embouche (349 jeunes, 58,5 %) et le maraîchage (102 jeunes, 63,8 %) qui occupent également une place importante. Cependant, certaines filières spécifiques, comme le fonio (78,9 %) et les métiers de service (100 %), connaissent un intérêt plus marqué. Le maraîchage et la transformation agro-alimentaire (92,3 %) sont des choix plus répandus parmi les jeunes femmes de cette région, suggérant un engagement des femmes dans des activités agricoles à valeur ajoutée et moins intensives en capital.

En comparant les deux régions, Sikasso semble davantage attirer des jeunes dans des filières traditionnelles à plus grande échelle, comme l'embouche et l'aviculture, tandis que Ségou présente un intérêt plus marqué pour des filières spécifiques comme la transformation agro-alimentaire et le fonio, qui peuvent offrir des opportunités à la fois pour les jeunes hommes et les jeunes femmes. Les filières telles que l'aviculture, le maraîchage, et la transformation agro-alimentaire montrent une participation notable des femmes dans les deux régions, bien que leur présence reste plus forte dans certaines filières comme le maraîchage à Ségou.

De manière générale, les jeunes de Sikasso semblent plus impliqués dans des filières de production à plus grande échelle, tandis que ceux de Ségou s'orientent davantage vers des secteurs de niche ou à plus forte valeur ajoutée.

Tableau 9: Répartition des jeunes par filière et localité

Filière	Sikasso		Ségou		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Anacarde	3	100,0	0	0,0	3	100,0
Aviculture	110	53,7	95	46,3	205	100,0
Commerce	0	0,0	1	100,0	1	100,0
Embouche	248	41,5	349	58,5	597	100,0
Fonio	4	21,1	15	78,9	19	100,0
Maraîchage	58	36,3	102	63,8	160	100,0
Métiers de service	0	0,0	36	100,0	36	100,0
Multi filière	4	8,9	41	91,1	45	100,0
Pomme de terre	2	100,0	0	0,0	2	100,0
Production des légumes	1	100,0	0	0,0	1	100,0
Riz	2	6,9	27	93,1	29	100,0
Sésame	7	41,2	10	58,8	17	100,0
Transformation agro-alimentaire	1	7,7	12	92,3	13	100,0
Ensemble	440	39,0	688	61,0	1128	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

L'analyse de la répartition des jeunes par filière et tranche d'âge révèle des tendances intéressantes en fonction des tranches d'âge.

Les jeunes de la tranche 15 - 24 ans sont principalement présents dans les filières qui offrent des opportunités accessibles pour les débutants, telles que l'anacarde, l'aviculture, l'embouche, et la transformation agro-alimentaire. En effet, ces secteurs attirent une proportion importante de jeunes débutants (de l'ordre de 15 à 24 % dans les filières les plus populaires). Le riz et le maraîchage enregistrent également un pourcentage notable de jeunes dans cette tranche d'âge, respectivement 24,1 % et 15,6 %.

Pour les jeunes de 25 - 35 ans, la majorité des jeunes se tournent vers des filières plus spécialisées et à plus grande échelle, telles que l'aviculture (75,1 %) et l'embouche (67,8 %). Ces secteurs semblent être dominés par une population plus âgée, ayant probablement acquis une expérience et une stabilité permettant une gestion de projets plus complexes. La proportion de jeunes adultes dans des filières comme le fonio (63,2 %) et le maraîchage (71,3 %) indique une orientation vers des secteurs avec un bon potentiel de croissance ou de spécialisation.

Les jeunes dans la tranche 36 - 40 ans sont moins nombreux, mais ils sont bien répartis dans des filières plus diversifiées comme le fonio (15,8 %) et les métiers de service (11,1 %), bien que leur représentation reste plus faible par rapport aux autres tranches d'âge. L'embouche et l'aviculture continuent de capter une partie de cette tranche d'âge, avec respectivement 8 % et 8,3 %.

Les jeunes de plus de 40 ans sont peu représentés dans la plupart des filières, sauf dans des secteurs comme le riz (10,3 %) et la transformation agro-alimentaire (0 %), où les entrepreneurs plus âgés peuvent avoir une expérience accumulée ou des investissements plus solides. Cependant, cette tranche d'âge représente une part relativement faible de la population active dans les programmes d'accompagnement agricole.

En somme, les jeunes adultes entre 25 et 35 ans dominent la plupart des filières, représentant environ 69,4 % de l'ensemble des jeunes participants à ces programmes. Cela reflète probablement une phase d'engagement plus active dans les projets agricoles, avec un mélange d'expérience et de besoins financiers. Les 15 - 24 ans constituent également une part importante, indiquant un démarrage précoce dans ces secteurs. Les jeunes de 36 - 40 ans et ceux de plus de 40 ans sont moins présents, bien que certains secteurs spécifiques comme le riz et la transformation agro-alimentaire continuent d'attirer ces groupes d'âge.

Tableau 10: Proportion des jeunes par filière et tranche d'âge (%)

Filière	15 - 24 ans	25 - 35 ans	36 - 40 ans	Plus de 40 ans	Ensemble
Anacarde	0,0	66,7	33,3	0,0	100,0
Aviculture	15,1	75,1	8,3	1,5	100,0
Commerce	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Embouche	20,9	67,8	8,0	3,2	100,0
Fonio	15,8	63,2	15,8	5,3	100,0
Maraîchage	15,6	71,3	8,8	4,4	100,0
Métiers de service	16,7	69,4	11,1	2,8	100,0
Multi filière	24,4	64,4	4,4	6,7	100,0
Pomme de terre	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Production des légumes	0,0	100,0	0,0	0,0	100,0
Riz	24,1	62,1	3,4	10,3	100,0
Sésame	11,8	64,7	17,6	5,9	100,0
Transformation agro-alimentaire	23,1	69,2	7,7	0,0	100,0
Ensemble	18,9	69,4	8,3	3,4	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

2.2. Types d'orientations reçues par les jeunes

L'analyse des types d'orientations reçues par les jeunes se concentre sur l'adéquation entre ces orientations et leurs attentes ainsi que leurs besoins professionnels, ainsi que sur leur niveau de satisfaction à l'égard des orientations reçues.

2.2.1. Correspondance des orientations avec les attentes et besoins professionnels

Le graphique ci-dessous présente la correspondance entre les orientations reçues par les jeunes et leurs attentes professionnelles, en fonction du sexe, et met en évidence plusieurs tendances.

En ce qui concerne la formation et l'accompagnement à l'élaboration de plan d'affaires, une très large majorité des jeunes, tant hommes (97,4 %) que femmes (98,8 %), se montrent pleinement satisfaits de l'accompagnement reçu. Seules de petites proportions d'hommes (2,6 %) et de femmes (1,2 %) expriment une insatisfaction, ce qui suggère que cette orientation répond bien aux attentes des jeunes.

De même, l'appui-conseil continu pour finaliser l'idée d'entreprise et concrétiser le projet connaît des taux de satisfaction élevés, avec 95,9 % des hommes et 97,9 % des femmes déclarant avoir bénéficié de l'accompagnement nécessaire. Toutefois, 4,1 % des hommes et 2,1 % des femmes expriment une insatisfaction, bien que cette proportion reste relativement faible.

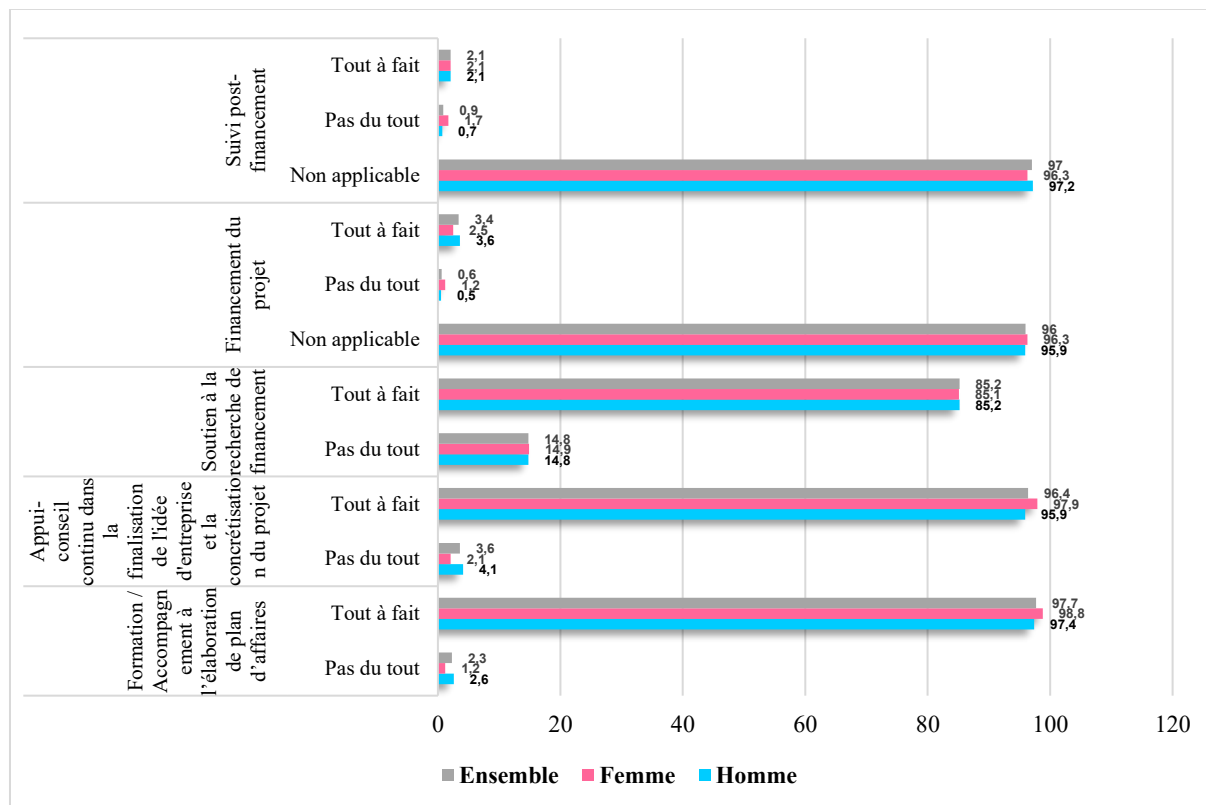
Concernant le soutien à la recherche de financement, une grande majorité de jeunes, 85,2 % des hommes et 85,1 % des femmes, se disent satisfaits du soutien reçu. Toutefois, environ 14,8 % des hommes et 14,9 % des femmes jugent ce soutien insuffisant, ce qui révèle une zone de possible amélioration dans cette orientation.

Quant au financement du projet, l'absence de réponse est particulièrement marquée, avec 95,9 % des hommes et 96,3 % des femmes indiquant n'avoir pas reçu de financement direct. Parmi les jeunes ayant reçu un financement, 3,6 % des hommes et 2,5 % des femmes expriment leur satisfaction, tandis que des proportions très faibles (0,5 % des hommes et 1,2 % des femmes) sont insatisfaites.

Enfin, le suivi post-financement touche principalement les jeunes ayant reçu un financement, bien que la majorité des répondants n'aient pas répondu (97,2 % des hommes et 96,3 % des femmes). Parmi ceux qui

ont eu droit à un suivi, une très faible proportion se dit insatisfaite (0,7 % des hommes et 1,7 % des femmes), tandis que la satisfaction se maintient à un taux stable de 2,1 % pour les deux sexes.

En résumé, bien que les orientations en matière de formation et de finalisation de projets semblent globalement adaptées aux attentes des jeunes, des améliorations peuvent être envisagées dans les domaines du financement direct et du suivi post-financement.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 1 : Correspondance des orientations reçues avec les attentes et besoins professionnels des jeunes par sexe (%)

Le graphique ci-dessous illustre la correspondance entre les orientations reçues par les jeunes et leurs attentes et besoins professionnels, en fonction des localités de Sikasso et de Ségou, avec quelques éléments clés à souligner.

Concernant la formation et l'accompagnement à l'élaboration de plan d'affaires, la majorité des jeunes dans les deux localités se disent satisfaits, avec 96,4 % des jeunes de Sikasso et 98,5 % de Ségou exprimant une satisfaction totale. Seules de petites proportions, respectivement 3,6 % à Sikasso et 1,5 % à Ségou, se déclarent insatisfaites. Cela montre que l'accompagnement dans cette dimension répond largement aux attentes des jeunes dans les deux régions.

L'appui-conseil continu pour finaliser l'idée d'entreprise et concrétiser le projet rencontre également une forte satisfaction dans les deux localités, avec 96,6 % des jeunes de Sikasso et 96,2 % de ceux de Ségou satisfaits de l'accompagnement reçu. Les jeunes insatisfaits sont peu nombreux, représentant respectivement 3,4 % à Sikasso et 3,8 % à Ségou, ce qui montre un bon niveau de correspondance avec leurs attentes.

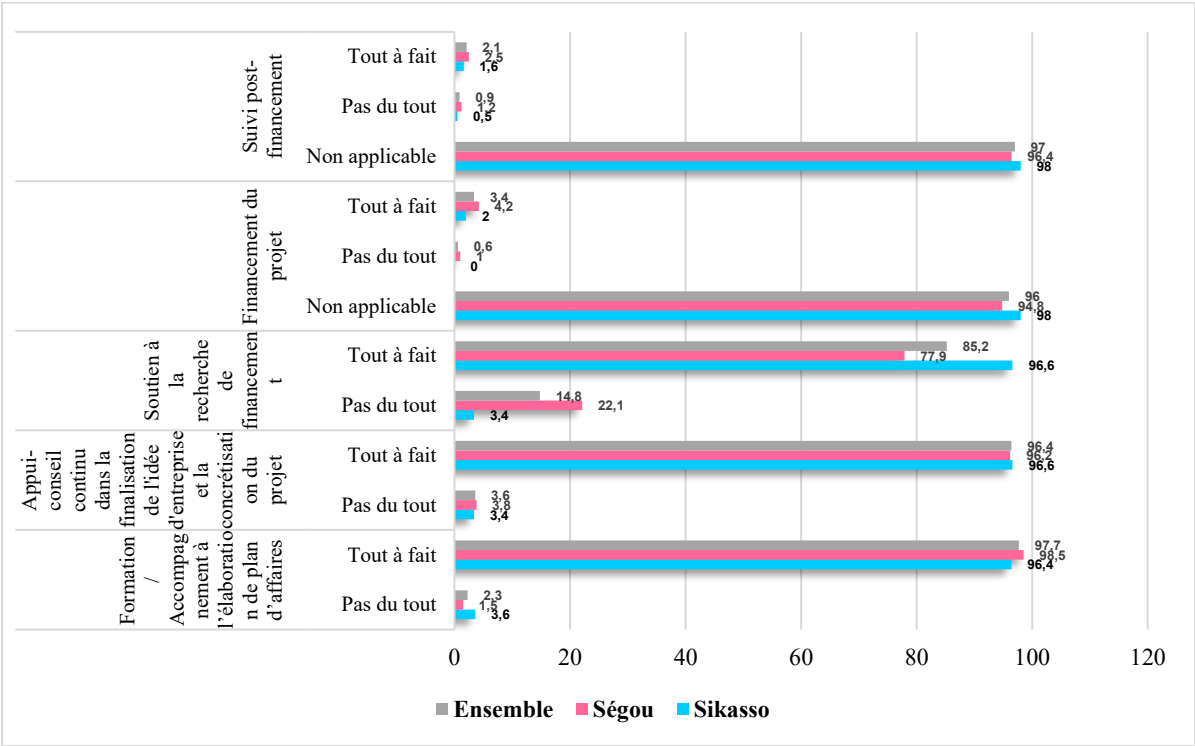
Cependant, le soutien à la recherche de financement révèle une différence notable entre les deux régions. Tandis que 96,6 % des jeunes de Sikasso se déclarent satisfaits, seulement 77,9 % des jeunes de Ségou

partagent ce sentiment. Cette disparité suggère que, bien que globalement satisfaits, les jeunes de Ségou ressentent un besoin d'amélioration dans le soutien à la recherche de financement, avec 22,1 % exprimant une insatisfaction, contre 3,4 % à Sikasso.

Le financement du projet est une question marquée par une large proportion de "Non répondant", avec 98 % des jeunes à Sikasso et 94,8 % à Ségou indiquant ne pas avoir bénéficié de financements directs. Parmi ceux qui ont eu accès à un financement, 2 % des jeunes de Sikasso et 4,2 % de Ségou sont satisfaits. Ces données reflètent le faible nombre de financements accordés et montrent une proportion légèrement plus élevée de satisfaction à Ségou par rapport à Sikasso.

Enfin, le suivi post-financement suit une tendance similaire, avec 98 % des jeunes de Sikasso et 96,4 % de Ségou indiquant "Non applicable", ce qui indique que la majorité des jeunes n’ont pas bénéficié de ce suivi. Parmi ceux qui ont eu un suivi, les proportions sont faibles mais similaires : 1,6 % à Sikasso et 2,5 % à Ségou, ce qui montre que le suivi post-financement est une zone d'amélioration pour les deux localités.

En conclusion, bien que les orientations, notamment la formation et l’accompagnement, répondent largement aux attentes des jeunes dans les deux localités, des améliorations peuvent être envisagées dans les domaines du financement direct et du suivi post-financement, particulièrement dans la région de Ségou, où les niveaux de satisfaction sont légèrement inférieurs.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 2 : Correspondance des orientations reçues avec les attentes et besoins professionnels des jeunes par localité

2.2.2. Satisfaction vis-à-vis des orientations reçues

Le graphique ci-dessous présente le niveau de satisfaction des jeunes hommes et femmes par rapport aux types d'orientation reçus, permettant de tirer plusieurs conclusions sur la pertinence de ces orientations selon le sexe. Toutefois, en raison du faible nombre de répondants concernant le financement du projet et le suivi post-financement, ces deux aspects ont été exclus de l'analyse.

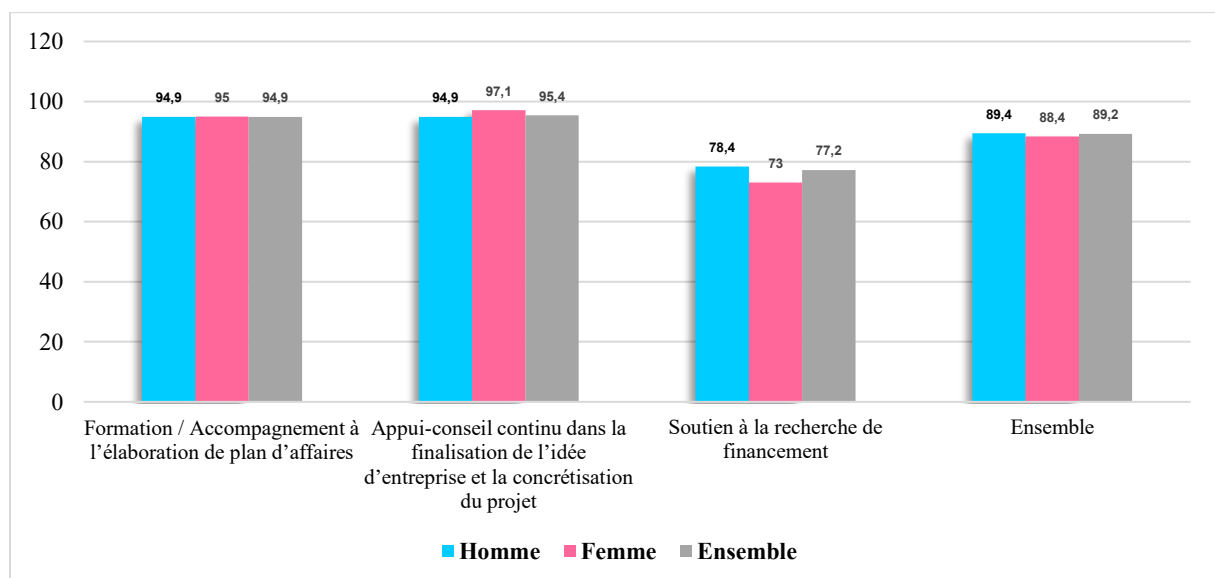
Globalement, 89,2 % des bénéficiaires se déclarent satisfaits, avec une légère différence entre les hommes (89,4 %) et les femmes (88,4 %), suggérant une appréciation relativement homogène des services d'orientation.

Concernant la formation et l'accompagnement à l'élaboration de plan d'affaires, les taux de satisfaction sont très proches, avec 94,9 % pour les hommes et 95,0 % pour les femmes, ce qui donne un résultat global de 94,9 %. Cela indique que cette orientation est généralement bien perçue par les jeunes, quel que soit leur sexe, et qu'elle correspond largement à leurs attentes.

En ce qui concerne l'appui-conseil continu dans la finalisation de l'idée d'entreprise et la concrétisation du projet, les taux de satisfaction restent élevés, mais une légère différence apparaît entre les sexes. Les femmes affichent un taux de satisfaction plus élevé (97,1 %) par rapport aux hommes (94,9 %), ce qui suggère que les jeunes femmes bénéficient peut-être davantage de cet accompagnement. Le taux global de satisfaction pour cette orientation est de 95,4 %, indiquant qu'elle répond globalement aux attentes des jeunes, mais avec un léger avantage pour les femmes.

Pour le soutien à la recherche de financement, une différence plus marquée est observée. Les hommes (78,4 %) sont plus satisfaits que les femmes (73,0 %), avec un écart de 5,4 %. Cela pourrait refléter une perception plus favorable des hommes concernant l'efficacité de ce soutien, tandis que les femmes pourraient ressentir le besoin d'une amélioration dans ce domaine, ce qui se traduit par un taux de satisfaction plus bas.

En résumé, bien que la satisfaction générale des jeunes vis-à-vis des orientations reçues soit élevée, quelques différences notables émergent, notamment dans l'appui-conseil pour la finalisation des projets et le soutien à la recherche de financement, où les femmes semblent légèrement moins satisfaites que les hommes.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 3 : Niveau de satisfaction par rapport aux types d'orientation reçus par sexe (%)

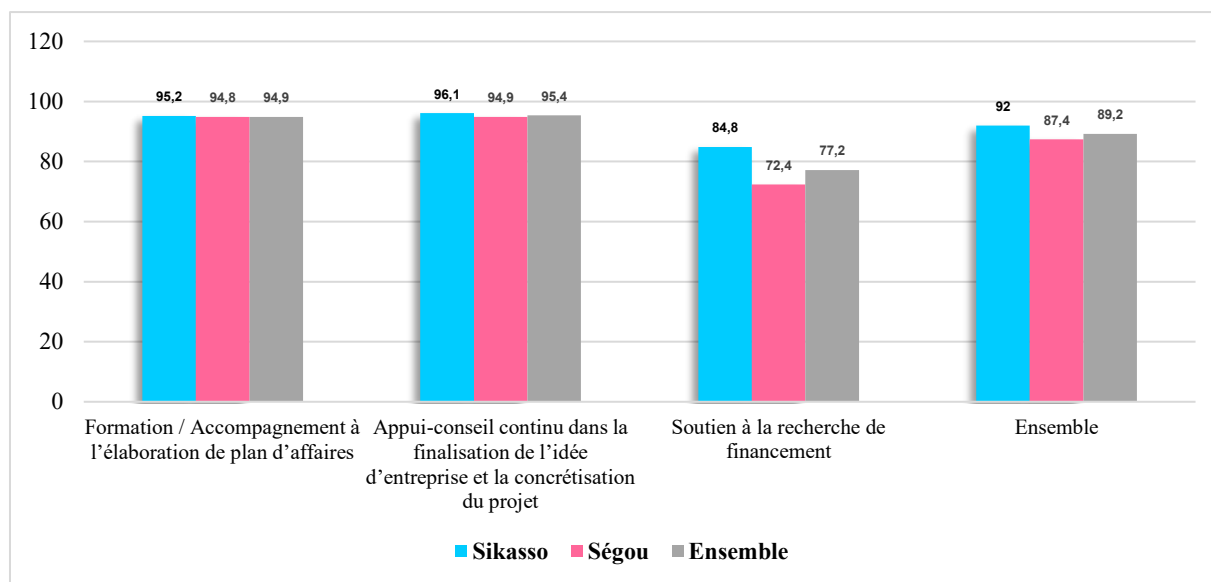
Le graphique ci-dessous présente le niveau de satisfaction des jeunes par rapport aux types d'orientation reçus, en fonction de la localité. En observant les résultats, on peut faire plusieurs constats intéressants concernant la satisfaction des jeunes des deux localités, Sikasso et Ségou.

Tout d'abord, pour la formation et l'accompagnement à l'élaboration de plan d'affaires, les taux de satisfaction sont très proches entre les deux localités : 95,2 % pour Sikasso et 94,8 % pour Ségou. Cela reflète une satisfaction globalement élevée dans les deux zones, avec un taux moyen de 94,9 % pour l'ensemble des jeunes. Cela montre que cette orientation est bien perçue par les jeunes des deux régions.

Concernant l'appui-conseil continu dans la finalisation de l'idée d'entreprise et la concrétisation du projet, la satisfaction est légèrement plus élevée à Sikasso (96,1 %) par rapport à Ségou (94,9 %). Cette différence, bien que faible, indique que les jeunes de Sikasso semblent avoir bénéficié d'un accompagnement plus efficace ou plus adapté à leurs attentes. Le taux de satisfaction global pour cette orientation est de 95,4 %, ce qui reste très positif.

En revanche, pour le soutien à la recherche de financement, on observe une différence notable entre les deux localités. Sikasso enregistre un taux de satisfaction de 84,8 %, tandis que Ségou affiche un taux plus faible de 72,4 %. Cela suggère que les jeunes de Sikasso sont plus satisfaits du soutien à la recherche de financement que ceux de Ségou, où des améliorations pourraient être nécessaires dans ce domaine. Le taux de satisfaction global dans ce domaine est de 77,2 %, ce qui reflète des disparités régionales dans l'efficacité perçue de cet appui.

En résumé, bien que la satisfaction générale des jeunes par rapport aux orientations reçues soit globalement positive, des différences régionales se manifestent. Les jeunes de Sikasso sont légèrement plus satisfaits dans l'ensemble, particulièrement pour l'appui-conseil et le soutien à la recherche de financement, tandis que ceux de Ségou expriment davantage de besoins d'amélioration, notamment dans le soutien à la recherche de financement.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 4 : Niveau de satisfaction par rapport aux types d'orientation reçus par localité (%)

2.3. Utilisation des acquis de renforcement de capacités

Cette section examine l'intégration des compétences acquises dans la stratégie de recherche d'opportunités économiques en analysant les types de formations suivies par les jeunes hommes et femmes, ainsi que les compétences développées et leurs exploitations. Elle met également en perspective ces éléments en fonction du sexe et de la localité afin de mieux comprendre les dynamiques d'appropriation et d'application des savoirs acquis.

2.3.1. Intégration des compétences acquises dans la stratégie de recherche d'opportunités économiques

Sur les 1 128 jeunes enquêtés, 888 d'entre eux (78,7 %) ont intégré les compétences acquises lors des formations dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques, témoignant ainsi d'une large appropriation de ces savoir-faire. À l'inverse, 240 jeunes (21,3 %) ne les ont pas intégrées, ce qui met en évidence l'existence de freins ou de difficultés empêchant une partie des bénéficiaires de mobiliser ces compétences dans leur démarche.

Le tableau ci-dessous met en évidence la répartition des jeunes ayant intégré les compétences acquises dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques, en fonction du sexe et de la filière de formation. Sur les 888 jeunes concernés, 708 sont des hommes (79,7 %) et 180 des femmes (20,3 %), illustrant ainsi une plus grande appropriation des compétences par les hommes.

L'analyse par filière révèle que l'embouche constitue le principal domaine d'intégration des compétences, avec 52,8 % des jeunes, dont 56,9 % d'hommes et 36,7 % de femmes. L'aviculture suit avec 18,8 % des jeunes, bien que la proportion de femmes y soit légèrement inférieure à celle des hommes (15,6 % contre 19,6 %).

Certaines filières, comme le maraîchage (13,6 %) et les métiers de service (3,6 %), enregistrent une répartition plus équilibrée entre hommes et femmes, tandis que d'autres, telles que la transformation agroalimentaire, sont davantage investies par les femmes (4,4 % contre 0,3 % pour les hommes). À l'inverse, des filières comme l'anacarde, le commerce ou la production de légumes comptent un très faible nombre de jeunes ayant intégré les compétences acquises.

Ces résultats soulignent non seulement les différences d'appropriation des compétences selon le sexe, mais aussi la prédominance des hommes dans les filières à forte valeur ajoutée, comme l'embouche et l'aviculture. Ils mettent en lumière la nécessité d'un accompagnement renforcé pour favoriser une meilleure intégration des femmes dans ces secteurs porteurs et encourager leur présence dans d'autres filières stratégiques.

Tableau 11: Proportion de jeunes intégrant les compétences acquises dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques par sexe

Filière	Homme		Femme		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Anacarde	0	0,0	1	0,6	1	0,1
Aviculture	139	19,6	28	15,6	167	18,8
Commerce	0	0,0	1	0,6	1	0,1
Embouche	403	56,9	66	36,7	469	52,8
Fonio	5	0,7	7	3,9	12	1,4
Maraîchage	85	12,0	36	20,0	121	13,6
Métiers de service	25	3,5	7	3,9	32	3,6
Multi filière	25	3,5	11	6,1	36	4,1
Pomme de terre	0	0,0	1	0,6	1	0,1
Production des légumes	1	0,1	0	0,0	1	0,1
Riz	11	1,6	12	6,7	23	2,6
Sésame	12	1,7	2	1,1	14	1,6
Transformation agro-alimentaire	2	0,3	8	4,4	10	1,1
Ensemble	708	100,0	180	100,0	888	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

L'analyse du tableau révèle la répartition des jeunes ayant intégré les compétences acquises dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques selon leur localité, Sikasso et Ségou. Sur les 888 jeunes concernés, 368 sont issus de Sikasso (41,4 %) et 520 de Ségou (58,6 %), indiquant une participation plus importante des jeunes de Ségou dans l'appropriation des compétences.

L'embouche domine dans les deux localités, représentant 56,5 % des jeunes de Sikasso et 50,2 % de ceux de Ségou, ce qui témoigne de son attractivité comme secteur d'insertion économique. L'aviculture, deuxième filière en importance, est plus développée à Sikasso (25,3 % contre 14,2 % à Ségou), tandis que le maraîchage présente une répartition relativement équilibrée (13,9 % à Sikasso et 13,5 % à Ségou).

D'autres filières, comme le riz (4,2 %) et les métiers de service (6,2 %), sont plus présentes à Ségou, illustrant une diversification des opportunités dans cette région. À l'inverse, certaines filières, telles que l'anacarde, le commerce ou la pomme de terre, enregistrent une très faible intégration des compétences acquises.

Ces résultats mettent en lumière les dynamiques économiques propres à chaque localité : Sikasso semble plus orientée vers l'élevage et l'agriculture vivrière, tandis que Ségou présente une plus grande diversification, notamment dans le commerce et les services. Ces disparités soulignent l'importance d'adapter l'offre de formation et d'accompagnement aux spécificités locales afin d'optimiser l'intégration économique des jeunes.

Tableau 12: Proportion de jeunes intégrant les compétences acquises dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques par localité

Filière	Sikasso		Ségou		Ensemble	
	Effectif	%	Effectif	%	Effectif	%
Anacarde	1	0,3	0	0,0	1	0,1
Aviculture	93	25,3	74	14,2	167	18,8
Commerce	0	0,0	1	0,2	1	0,1
Embouche	208	56,5	261	50,2	469	52,8
Fonio	2	0,5	10	1,9	12	1,4
Maraîchage	51	13,9	70	13,5	121	13,6
Métiers de service	0	0,0	32	6,2	32	3,6
Multi filière	3	0,8	33	6,3	36	4,1
Pomme de terre	1	0,3	0	0,0	1	0,1
Production des légumes	1	0,3	0	0,0	1	0,1
Riz	1	0,3	22	4,2	23	2,6
Sésame	6	1,6	8	1,5	14	1,6
Transformation agro-alimentaire	1	0,3	9	1,7	10	1,1
Ensemble	368	100,0	520	100,0	888	100,0

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

2.3.2. Types d'actions de renforcement de capacité

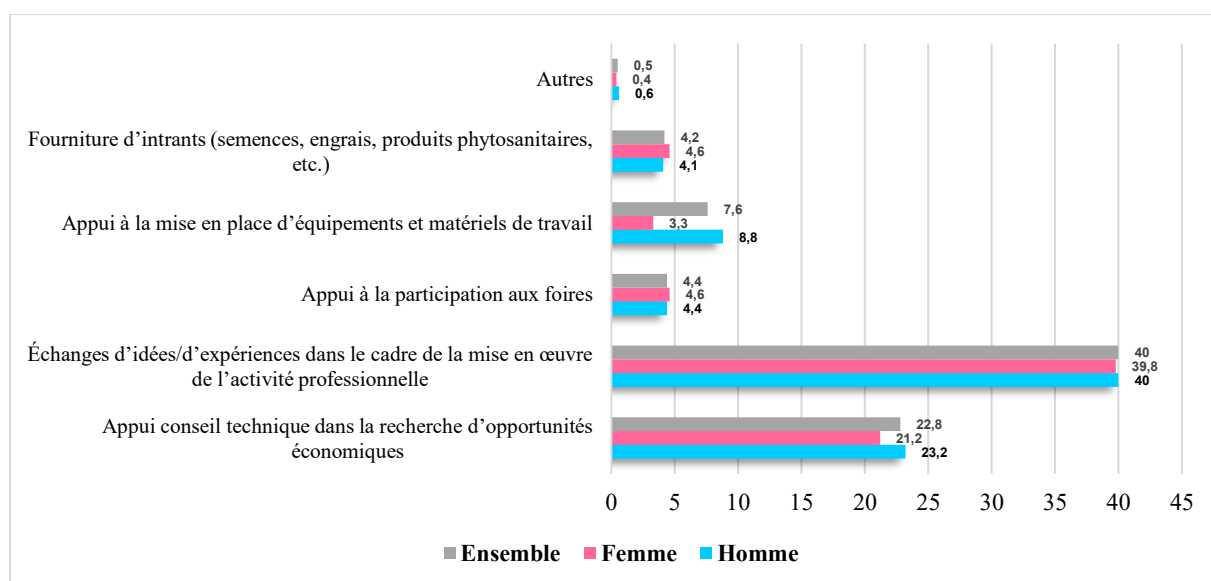
Globalement, les échanges d'idées et d'expériences dans le cadre de la mise en œuvre de l'activité professionnelle constituent l'action la plus répandue, avec une participation quasi identique des hommes (40,0 %) et des femmes (39,8 %), illustrant ainsi l'importance du partage d'expériences dans le renforcement des compétences.

L'appui-conseil technique dans la recherche d'opportunités économiques arrive en deuxième position, bénéficiant à 22,8 % des jeunes, avec une légère prédominance chez les hommes (23,2 % contre 21,2 % chez les femmes). Cette tendance pourrait refléter une plus grande accessibilité des hommes aux conseils techniques ou une différence dans les besoins d'accompagnement exprimés.

En revanche, l'appui à la mise en place d'équipements et de matériels de travail montre un écart significatif entre les sexes : 8,8 % des hommes en ont bénéficié, contre seulement 3,3 % des femmes. Cette disparité suggère des contraintes spécifiques rencontrées par les femmes dans l'accès aux ressources matérielles nécessaires à leur activité.

D'autres actions, telles que la fourniture d'intrants (4,2 % en moyenne) et l'appui à la participation aux foires (4,4 %), présentent des taux relativement faibles et peu différenciés entre hommes et femmes.

Ces résultats mettent en lumière des différences notables dans l'accès aux actions de renforcement de capacités, notamment en ce qui concerne l'appui matériel, où les femmes semblent moins bénéficiaires. Un renforcement des dispositifs d'accompagnement, en particulier en faveur des femmes, pourrait permettre une meilleure égalité d'accès aux ressources et aux opportunités économiques.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 5 : Proportion de jeunes ayant bénéficié d'autres actions de renforcement de capacités par sexe (%)

Les données issues de l'enquête de satisfaction des jeunes montrent une diversité d'actions de renforcement des capacités menées dans les localités de Sikasso et Ségou.

À Sikasso, l'appui au conseil technique pour la recherche d'opportunités économiques concerne 27,7 % des jeunes, tandis qu'à Ségou, ce taux est plus bas, à 19,6 %. L'ensemble des répondants, regroupant les

deux localités, présente une proportion de 22,8 %, indiquant que cette action est relativement courante mais pas prédominante dans les deux zones.

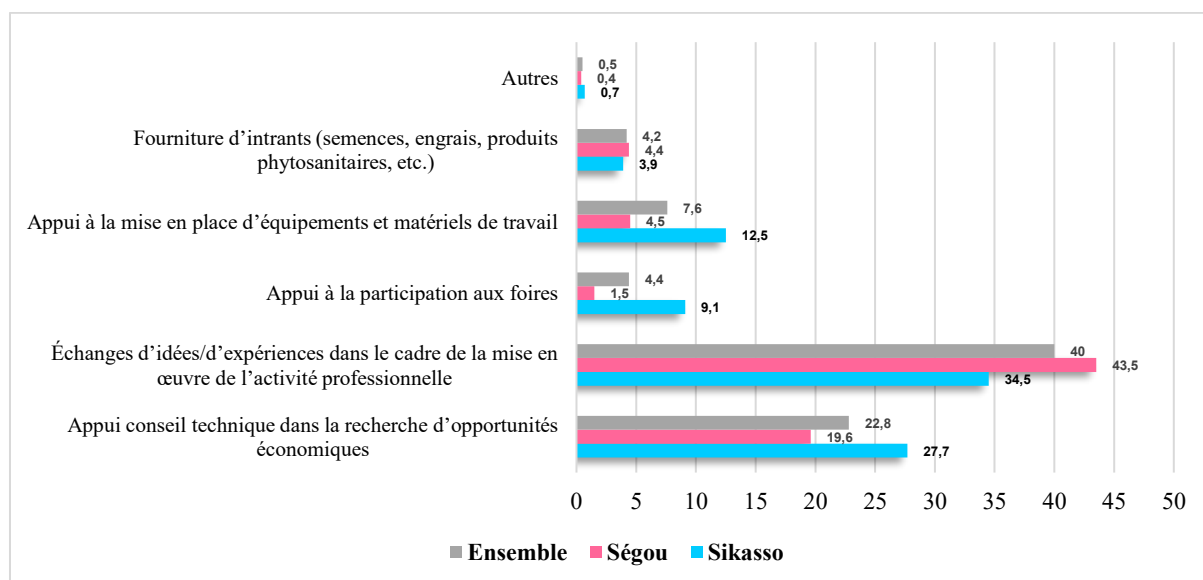
Les échanges d'idées et d'expériences dans le cadre de la mise en œuvre des activités professionnelles apparaissent comme l'une des actions les plus répandues. À Sikasso, ce taux est de 34,5 %, alors qu'à Ségou, il est de 43,5 %, pour une moyenne globale de 40 %. Cela suggère que les jeunes bénéficient davantage d'opportunités de partage d'expériences à Ségou, ce qui pourrait influencer positivement leur apprentissage et leurs performances professionnelles.

Concernant l'appui à la participation aux foires, Ségou enregistre un taux particulièrement faible de 1,5 %, contre 9,1 % à Sikasso, avec une moyenne de 4,4 % pour l'ensemble. Cela met en évidence un manque d'engagement dans ces événements dans certaines régions, ce qui pourrait limiter les opportunités de visibilité et d'interaction pour les jeunes dans le cadre de leur activité professionnelle.

En ce qui concerne l'appui à la mise en place d'équipements et de matériels de travail, il est plus notable à Sikasso (12,5 %) qu'à Ségou (4,5 %), et la moyenne globale est de 7,6 %. Cela pourrait refléter des différences dans la disponibilité des ressources et l'orientation des jeunes vers des actions matérielles plutôt que théoriques dans certaines régions.

Enfin, la fourniture d'intrants comme des semences, des engrais ou des produits phytosanitaires est assez similaire dans les deux localités, avec un taux de 3,9 % à Sikasso et de 4,4 % à Ségou, pour une moyenne globale de 4,2 %. Ce soutien semble être une action de moindre envergure comparée à d'autres types de renforcement.

Dans l'ensemble, les données montrent une certaine disparité dans les types d'appui disponibles dans les deux localités. Les actions les plus communes, telles que les échanges d'idées et l'appui conseil, reflètent une orientation vers des démarches collaboratives et stratégiques. Cependant, des actions plus matérielles et spécifiques, comme l'appui à la participation aux foires ou la fourniture d'intrants, restent relativement faibles, et pourraient être des pistes d'amélioration pour renforcer l'impact des interventions.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 6 : Proportion de jeunes ayant bénéficié d'autres actions de renforcement de capacités par localité

2.3.3. Compétences appliquées

Les données sur l'application des compétences acquises par les jeunes, analysées par sexe, montrent des différences notables dans l'utilisation des compétences, bien que certaines compétences soient partagées de manière similaire.

Les hommes et les femmes semblent maîtriser les stratégies de gestion d'entreprise dans des proportions relativement proches, avec 40,1 % des hommes et 46,1 % des femmes déclarant avoir acquis ces compétences. Cela reflète une compétence partagée qui semble cruciale pour les deux groupes, avec une moyenne globale de 41,4 % pour l'ensemble des répondants. Ce résultat suggère que les deux sexes bénéficient de manière assez égale de formations qui renforcent leurs compétences en gestion d'entreprise, un élément essentiel pour réussir dans les domaines professionnels entrepris.

Cependant, des différences se manifestent dans d'autres domaines. Les hommes semblent mieux maîtriser les itinéraires techniques de production agroécologiques (17,7 %) par rapport aux femmes (8,7 %), bien que la moyenne générale de 15,8 % indique que cet aspect reste moins dominant parmi l'ensemble des jeunes. Cette différence pourrait signaler une orientation plus marquée des hommes vers des pratiques plus techniques et environnementales.

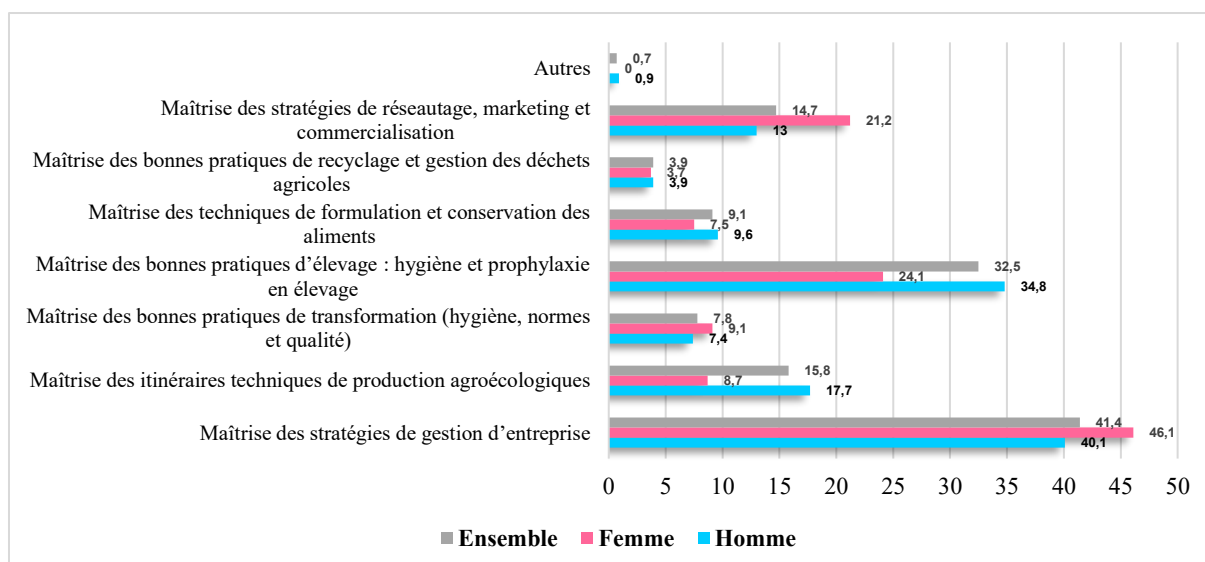
Les compétences liées à l'élevage sont plus fréquemment maîtrisées par les hommes (34,8 %) que par les femmes (24,1 %), avec une moyenne de 32,5 %. Cela peut refléter des rôles de genre traditionnels où les hommes sont plus impliqués dans les activités d'élevage, bien que des femmes aient également acquis des compétences dans ce domaine, suggérant une diversification progressive des activités professionnelles.

En ce qui concerne les techniques de formulation et de conservation des aliments, les hommes (9,6 %) semblent légèrement plus compétents que les femmes (7,5 %), tandis que la moyenne globale est de 9,1 %. Cette compétence étant essentielle pour la transformation et la conservation des produits alimentaires, elle pourrait être un domaine de renforcement pour les femmes, étant donné leur implication dans ce secteur.

Les compétences en recyclage et gestion des déchets agricoles sont également réparties de manière assez équitable entre les sexes, avec 3,9 % des hommes et 3,7 % des femmes maîtrisant ces pratiques, et une moyenne de 3,9 %. Bien que ce domaine semble encore sous-exploité, il présente un potentiel de croissance, en particulier dans le cadre de l'agriculture durable.

Enfin, la maîtrise des stratégies de réseautage, marketing et commercialisation est plus fréquente chez les femmes (21,2 %) que chez les hommes (13,0 %), avec une moyenne de 14,7 %. Cela pourrait refléter un intérêt ou un besoin croissant chez les femmes d'acquérir des compétences commerciales, essentielles pour la mise en marché de leurs produits.

En résumé, les femmes et les hommes appliquent les compétences acquises dans des domaines différents, certains domaines étant plus dominés par un sexe que par l'autre. Les femmes semblent particulièrement compétentes dans des compétences liées à la gestion d'entreprise, au réseautage et à l'agriculture, tandis que les hommes appliquent davantage les compétences liées à l'élevage. Cette répartition met en lumière la diversité des rôles et des activités professionnelles entre les deux sexes et pourrait guider les actions futures pour équilibrer les opportunités de formation et d'application des compétences dans chaque domaine.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 7 : Application des compétences acquises par les jeunes par sexe

L'analyse des données sur l'application des compétences acquises par les jeunes dans les localités de Sikasso et Ségou montre des différences notables dans la maîtrise des compétences, ce qui peut refléter les spécificités des besoins et des priorités de chaque région.

À Sikasso, une proportion de 24,5 % des jeunes maîtrisent les stratégies de gestion d'entreprise, tandis qu'à Ségou, ce taux est bien plus élevé, atteignant 52,2 %. Cette différence marquée pourrait être liée à une concentration plus forte de ressources ou de formations axées sur la gestion d'entreprise à Ségou, ou à des opportunités économiques plus développées dans cette localité. La moyenne générale de 41,4 % suggère que la gestion d'entreprise est une compétence cruciale pour les jeunes dans l'ensemble des deux localités.

En ce qui concerne les itinéraires techniques de production agroécologiques, Sikasso se distingue avec un taux de 24,5 %, bien plus élevé que celui de Ségou, qui est de seulement 10,2 %. Cette différence pourrait indiquer que Sikasso met davantage l'accent sur l'agriculture durable et les pratiques agroécologiques, un domaine clé pour les jeunes qui s'engagent dans ce secteur. La moyenne générale de 15,8 % reflète une compétence relativement partagée mais pas encore prédominante.

Les bonnes pratiques de transformation, telles que l'hygiène, les normes et la qualité, sont maîtrisées par 14,8 % des jeunes à Sikasso, contre seulement 3,3 % à Ségou, avec une moyenne générale de 7,8 %. Cette disparité pourrait traduire un besoin plus important de formation à Ségou dans ce domaine, car les bonnes pratiques de transformation sont essentielles pour la pérennité des entreprises de transformation agroalimentaire.

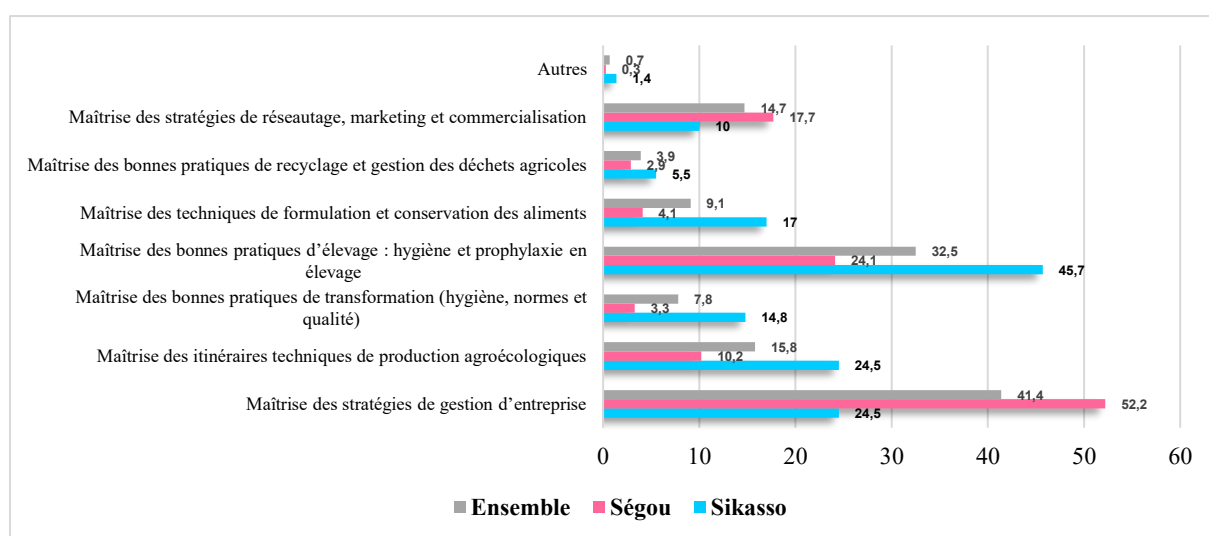
Pour les compétences liées à l'élevage, une proportion significativement plus élevée de jeunes à Sikasso (45,7 %) maîtrise les bonnes pratiques d'hygiène et de prophylaxie en élevage, contre 24,1 % à Ségou. Cela peut suggérer que l'élevage est une activité plus courante ou plus encadrée à Sikasso, nécessitant une attention particulière aux pratiques sanitaires. La moyenne globale de 32,5 % indique une compétence relativement répandue mais non généralisée.

Les compétences en formulation et conservation des aliments montrent également une grande disparité entre les deux localités, avec 17 % des jeunes de Sikasso maîtrisant ces techniques contre seulement 4,1 % à Ségou. Cette différence pourrait être liée à l'accent mis sur la transformation alimentaire à Sikasso, une compétence moins développée à Ségou, d'où une moyenne générale de 9,1 %.

La maîtrise des pratiques de recyclage et de gestion des déchets agricoles est relativement faible dans les deux localités, avec 5,5 % à Sikasso et 2,9 % à Ségou. Bien que ces pratiques aient une importance croissante, elles sont encore peu répandues, comme l'indique la moyenne générale de 3,9 %.

Enfin, les stratégies de réseautage, marketing et commercialisation sont mieux maîtrisées à Ségou (17,7 %) qu'à Sikasso (10 %), ce qui peut indiquer que les jeunes à Ségou sont davantage orientés vers la commercialisation et les échanges d'opportunités professionnelles. La moyenne de 14,7 % reflète l'importance croissante de ces compétences dans un contexte économique de plus en plus tourné vers le marché.

En résumé, ces données montrent que Sikasso et Ségou mettent l'accent sur des compétences différentes, en fonction des besoins économiques et des secteurs dominants de chaque localité. Les jeunes de Sikasso semblent davantage impliqués dans l'agriculture, l'élevage et la transformation, tandis que ceux de Ségou semblent bénéficier davantage de formations en gestion d'entreprise et en commercialisation. Ces résultats soulignent l'importance d'adapter les formations aux spécificités régionales pour maximiser l'impact des compétences acquises.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 8 : Application des compétences acquises par les jeunes par localité

2.3.4. Exploitation future des acquis dans les filières agricoles

L'analyse des données relatives au potentiel d'exploitation future des compétences acquises dans les filières agricoles révèle une répartition intéressante selon le sexe, notamment en ce qui concerne les domaines liés à l'agriculture et à la gestion d'entreprise.

Les femmes affichent une propension plus élevée à envisager la mise en pratique des compétences en gestion d'entreprise (57,8 %) par rapport aux hommes (47,3 %), pour une moyenne générale de 49,4 %. Cela laisse entrevoir une dynamique entrepreneuriale féminine prometteuse, traduisant une volonté affirmée d'appliquer les acquis en gestion dans les futures activités agricoles ou para-agricoles.

En matière de production agroécologique, les hommes (18,8 %) manifestent un intérêt plus marqué que les femmes (10,0 %) pour l'utilisation future des itinéraires techniques agroécologiques, avec une moyenne globale de 17,0 %. Ce constat pourrait refléter une orientation masculine vers des pratiques agricoles spécifiques comme l'agriculture durable ou biologique, qui nécessitent ces compétences.

Les compétences en transformation des produits agricoles — notamment en matière d'hygiène, de respect des normes et de gestion de la qualité — sont davantage perçues comme mobilisables à l'avenir par les femmes (7,8 %) que par les hommes (4,5 %), pour une moyenne de 5,2 %. Cette tendance souligne un

positionnement féminin fort dans la transformation alimentaire, secteur porteur d'opportunités économiques.

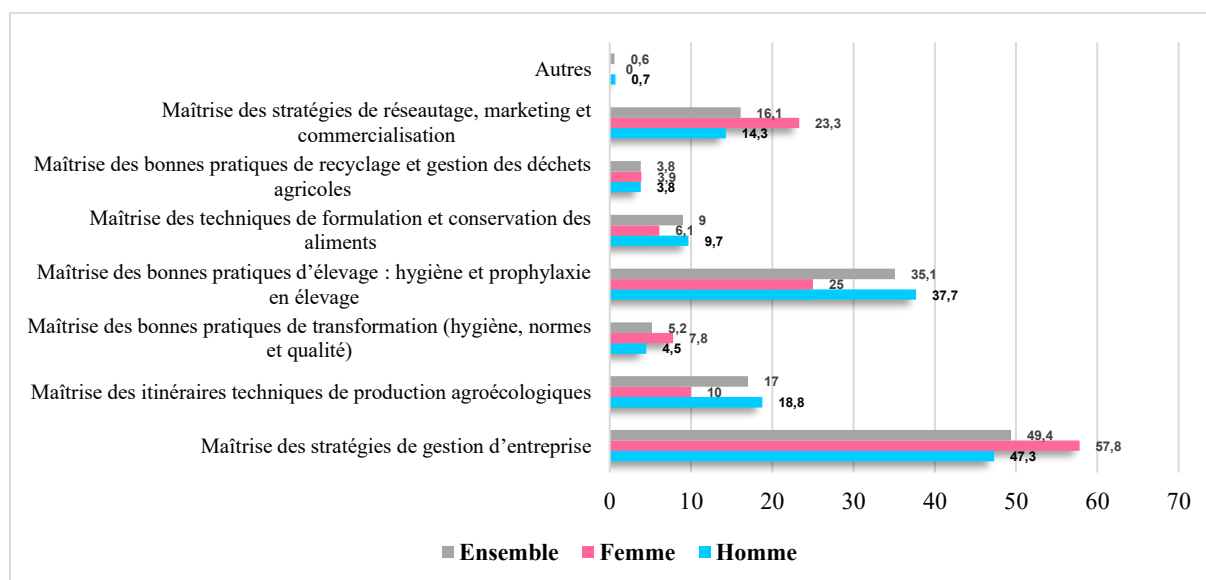
S'agissant des bonnes pratiques d'élevage (hygiène, prophylaxie), une plus grande proportion d'hommes (37,7 %) projette d'exploiter ces compétences à l'avenir par rapport aux femmes (25,0 %), avec une moyenne de 35,1 %. Bien que l'élevage reste un domaine majoritairement masculin, la présence féminine y est non négligeable, traduisant une évolution progressive des rôles traditionnels.

Concernant la formulation et la conservation des aliments, 9,7 % des hommes et 6,1 % des femmes envisagent d'utiliser ces compétences dans leurs activités futures, pour une moyenne de 9,0 %. Bien que ce taux reste modeste, il témoigne d'un début de prise de conscience de l'importance des techniques de conservation dans l'amélioration de la sécurité alimentaire et de la durabilité.

Les pratiques liées au recyclage et à la gestion des déchets agricoles sont peu envisagées pour une utilisation future, tant par les hommes (3,8 %) que par les femmes (3,9 %), avec une moyenne de 3,8 %. Ce faible intérêt révèle un besoin de sensibilisation et de renforcement des capacités dans ce domaine essentiel à l'agriculture durable.

Les compétences en réseautage, marketing et commercialisation suscitent un plus grand engouement chez les femmes (23,3 %) que chez les hommes (14,3 %), avec une moyenne de 16,1 %. Cela montre un potentiel féminin fort dans la valorisation des produits agricoles et le développement de circuits de commercialisation efficaces.

En résumé, les perspectives d'exploitation future des compétences acquises diffèrent selon le sexe : les femmes se projettent davantage dans les domaines de la gestion, de la transformation et de la commercialisation, tandis que les hommes sont plus enclins à valoriser les compétences en production et en élevage. Ces écarts reflètent en partie des rôles de genre persistants, mais ils mettent aussi en lumière des opportunités de renforcement ciblé des compétences, notamment dans les domaines encore faiblement exploités comme la gestion des déchets ou la transformation des produits agricoles.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 9 : Proportion de jeunes mettant en pratique leurs acquis dans les filières agricoles selon le sexe

L'analyse des données relatives au potentiel d'exploitation future des compétences acquises dans les filières agricoles, selon la localité, révèle des disparités notables entre les régions de Sikasso et de Ségou.

Ces écarts semblent refléter les priorités régionales ainsi que les dynamiques économiques propres à chaque zone.

À Ségou, 66,5 % des jeunes projettent de mobiliser leurs compétences en gestion d'entreprise contre seulement 25,3 % à Sikasso, soit une moyenne globale de 49,4 %. Cette différence suggère que les jeunes de Ségou perçoivent davantage d'opportunités futures dans l'entrepreneuriat agricole, peut-être en raison d'un environnement local plus favorable au développement de projets, d'un meilleur accompagnement ou d'une orientation plus poussée vers le secteur privé.

En revanche, les compétences en itinéraires techniques de production agroécologiques sont davantage valorisées par les jeunes de Sikasso (26,9 %) que par ceux de Ségou (10,0 %), avec une moyenne de 17,0 %. Cette tendance indique un intérêt plus marqué pour les pratiques agricoles durables à Sikasso, où les jeunes semblent plus enclins à intégrer ces techniques dans leurs projets futurs, ce qui pourrait s'expliquer par une sensibilisation accrue à l'agroécologie ou par des caractéristiques agro climatiques favorables.

Les compétences en transformation des produits agricoles (hygiène, normes, qualité) apparaissent également plus susceptibles d'être utilisées par les jeunes de Sikasso (9,0 %) que ceux de Ségou (2,5 %), pour une moyenne générale de 5,2 %. Cette différence laisse entrevoir une orientation plus affirmée vers la transformation agroalimentaire à Sikasso, où les jeunes perçoivent probablement un meilleur potentiel de valorisation des produits agricoles à travers ces techniques.

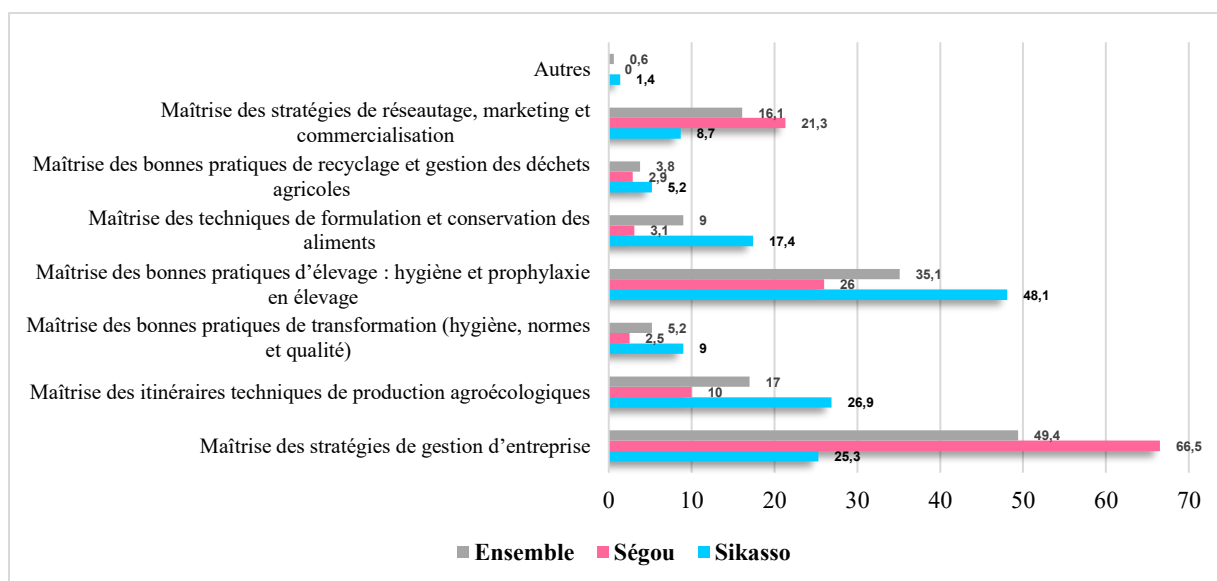
Les bonnes pratiques d'élevage, incluant l'hygiène et la prophylaxie, suscitent un plus grand intérêt à Sikasso (48,1 %) qu'à Ségou (26,0 %), avec une moyenne de 35,1 %. Cela montre que les jeunes de Sikasso envisagent davantage d'exploiter leurs acquis dans ce domaine, signe de l'importance de l'élevage dans l'économie locale et d'un encadrement technique probablement plus présent.

Concernant la formulation et la conservation des aliments, 17,4 % des jeunes à Sikasso expriment leur intention de mobiliser ces compétences, contre seulement 3,1 % à Ségou, soit une moyenne générale de 9,0 %. Ce résultat met en évidence un potentiel de développement des activités de conservation des produits agricoles à Sikasso, où ces compétences semblent mieux intégrées dans les projets envisagés.

La gestion des déchets agricoles et le recyclage restent peu envisagés dans les deux régions, avec 5,2 % des jeunes à Sikasso et 2,9 % à Ségou prévoyant d'en faire usage, pour une moyenne de 3,8 %. Bien que marginal, cet intérêt suggère des perspectives à explorer pour renforcer la dimension environnementale des activités agricoles.

Les compétences en réseautage, marketing et commercialisation apparaissent davantage valorisées par les jeunes de Ségou (21,3 %) que par ceux de Sikasso (8,7 %), avec une moyenne de 16,1 %. Cela reflète un engagement plus marqué des jeunes de Ségou dans des perspectives de développement commercial et de valorisation des produits agricoles à travers des circuits de distribution plus structurés.

En somme, les jeunes de Sikasso semblent se projeter principalement dans l'exploitation future de compétences liées à l'élevage, à l'agroécologie et à la transformation, tandis que ceux de Ségou misent davantage sur la gestion d'entreprise et la commercialisation. Ces disparités soulignent l'importance d'adapter les dispositifs de formation et d'accompagnement aux spécificités locales, afin de favoriser une meilleure exploitation des compétences acquises en fonction des opportunités économiques régionales.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 10 : Proportion de jeunes mettant en pratique leurs acquis dans les filières agricoles selon la localité

2.3.5. Effets des actions de renforcement de capacité sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques

L'analyse des effets des actions de renforcement de capacité sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques révèle des différences intéressantes selon le sexe, tout en mettant en évidence des tendances communes.

Tout d'abord, un pourcentage plus élevé de femmes (51,1 %) que d'hommes (40,1 %) déclare que ces actions leur ont permis de mieux cibler les opportunités d'emploi ou d'auto-emploi, avec une moyenne générale de 42,3 %. Cela suggère que les femmes pourraient bénéficier d'un soutien plus ciblé dans l'identification des opportunités professionnelles, ce qui peut avoir renforcé leur capacité à entreprendre ou à s'intégrer dans des secteurs spécifiques liés à l'agriculture ou à d'autres domaines.

En revanche, les effets des actions de renforcement sur la confiance en soi montrent des résultats similaires entre les sexes, avec 77,5 % des hommes et 79,4 % des femmes affirmant que ces actions ont amélioré leur confiance en leurs compétences. La moyenne générale de 77,9 % montre que l'amélioration de la confiance dans les compétences acquises est un résultat majeur pour tous les participants, quelle que soit leur identité de genre. Cela souligne l'impact significatif des formations sur le développement personnel et professionnel des jeunes.

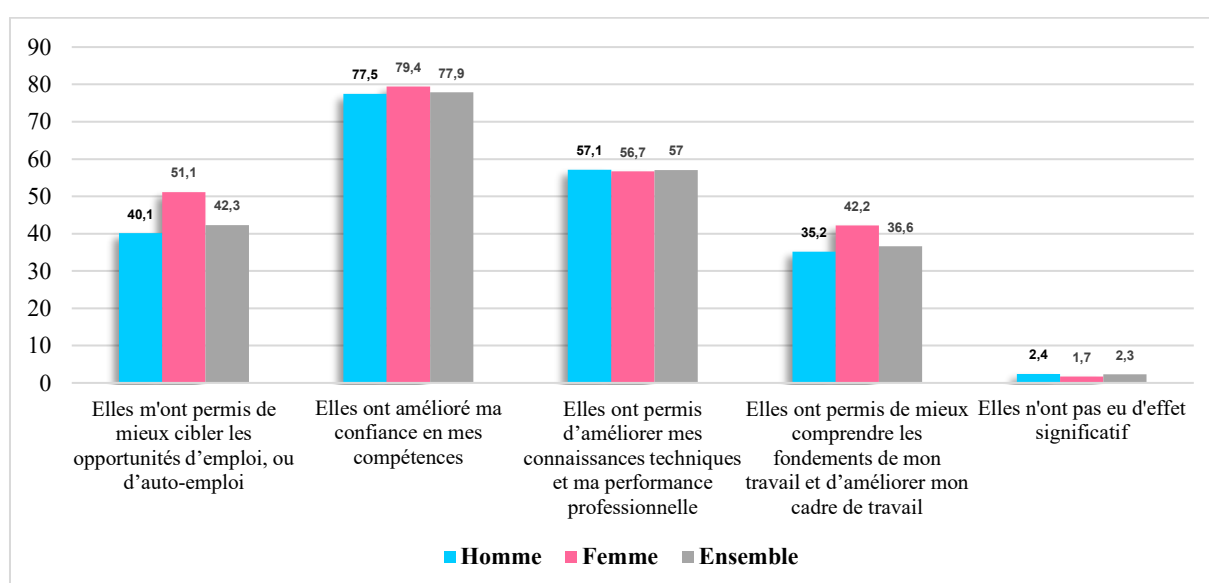
Les effets sur les connaissances techniques et la performance professionnelle sont également similaires, avec 57,1 % des hommes et 56,7 % des femmes indiquant que les actions ont amélioré ces aspects. Avec une moyenne générale de 57,0 %, ces résultats confirment que les formations ont contribué à renforcer les compétences techniques des jeunes, en les rendant plus performants dans leurs activités professionnelles.

En ce qui concerne la compréhension des fondements du travail et l'amélioration du cadre de travail, les femmes (42,2 %) semblent davantage bénéficier de ces effets que les hommes (35,2 %), avec une moyenne générale de 36,6 %. Cela pourrait indiquer que les femmes ont mieux intégré les principes sous-jacents à

leur activité professionnelle, ce qui a amélioré non seulement leur travail mais aussi leur environnement de travail.

Enfin, un petit pourcentage des répondants, à la fois chez les hommes (2,4 %) et les femmes (1,7 %), affirme que les actions de renforcement de capacité n'ont pas eu d'effet significatif, avec une moyenne générale de 2,3 %. Bien que cet effet soit relativement faible, il montre qu'il existe un groupe de jeunes pour lesquels ces actions n'ont pas apporté de changements notables dans leur approche des opportunités économiques.

En résumé, les données montrent que les actions de renforcement de capacité ont eu des effets positifs tant sur la confiance en soi que sur la compréhension des opportunités économiques, avec des différences notables selon le sexe en termes de ciblage des opportunités et d'amélioration du cadre de travail. Toutefois, les effets sont généralement positifs et significatifs, ce qui reflète le succès global de ces actions dans le développement des compétences des jeunes.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 11 : Effets des actions de renforcement de capacité sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques par sexe (%)

L'analyse des effets des actions de renforcement de capacité sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques par localité met en lumière des différences significatives entre Sikasso et Ségou, tout en soulignant des tendances communes.

D'abord, concernant la capacité à mieux cibler les opportunités d'emploi ou d'auto-emploi, Ségou se distingue avec 46,3 % des répondants affirmant avoir mieux ciblé ces opportunités, comparativement à 36,7 % à Sikasso. La moyenne générale de 42,3 % indique que, bien que Ségou semble bénéficier davantage de cette orientation, les actions de renforcement ont eu un effet positif dans les deux localités.

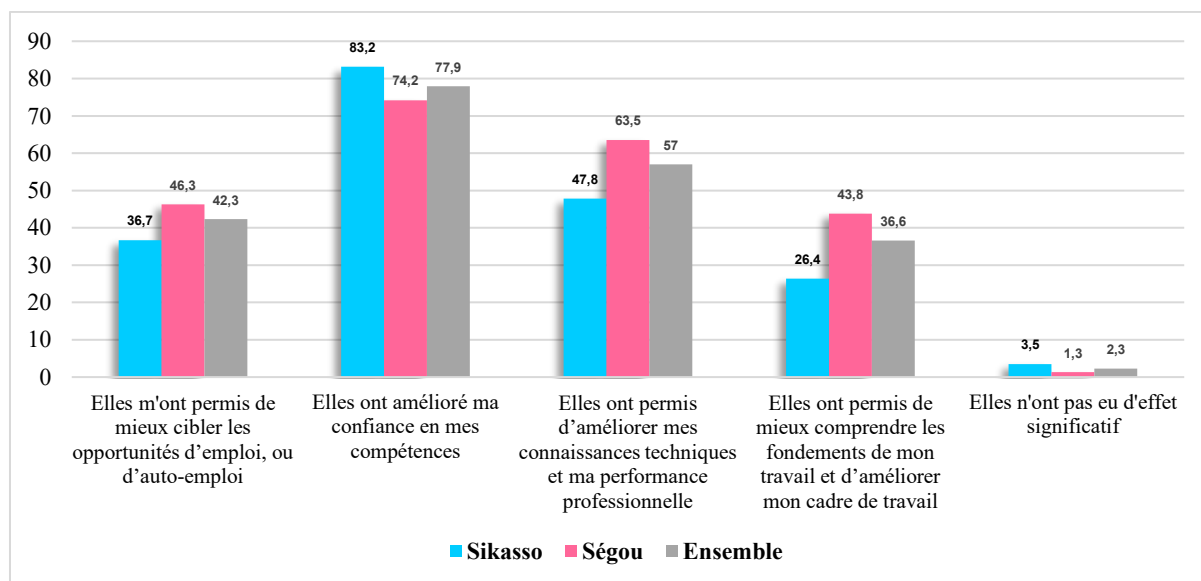
En matière de confiance en soi et en ses compétences, Sikasso affiche un pourcentage plus élevé (83,2 %) par rapport à Ségou (74,2 %), avec une moyenne générale de 77,9 %. Cela montre que les jeunes de Sikasso ont davantage ressenti une amélioration de leur confiance en leurs capacités après avoir suivi les actions de renforcement. Cette différence pourrait être liée à des contextes locaux ou à une plus grande personnalisation de l'accompagnement à Sikasso.

Quant à l'amélioration des connaissances techniques et de la performance professionnelle, Ségou (63,5 %) surpasse Sikasso (47,8 %) avec une moyenne de 57,0 %. Cette tendance suggère que les actions à Ségou ont eu un impact plus marqué sur l'acquisition de compétences techniques, ce qui pourrait être lié à une plus grande disponibilité de ressources ou à des formations mieux adaptées aux besoins locaux.

En ce qui concerne la compréhension des fondements du travail et l'amélioration du cadre de travail, les jeunes de Ségou (43,8 %) semblent avoir plus bénéficié de ces effets que ceux de Sikasso (26,4 %), avec une moyenne générale de 36,6 %. Cela pourrait indiquer que les jeunes de Ségou ont une meilleure compréhension des principes sous-jacents à leur activité professionnelle, ce qui a renforcé leur environnement de travail.

Enfin, une faible proportion de répondants dans les deux localités affirme que les actions n'ont pas eu d'effet significatif, avec 3,5 % à Sikasso et 1,3 % à Ségou, et une moyenne générale de 2,3 %. Cela montre que bien que quelques jeunes n'aient pas perçu d'effets notables, ces cas demeurent rares.

En résumé, les données suggèrent que, bien que les effets des actions de renforcement de capacité soient globalement positifs dans les deux localités, les jeunes de Ségou semblent avoir tiré davantage parti des actions en termes de ciblage des opportunités et d'amélioration des connaissances techniques. En revanche, les jeunes de Sikasso ont davantage vu une amélioration de leur confiance en leurs compétences. Ces différences peuvent être expliquées par les spécificités locales, mais globalement, les actions de renforcement ont eu un impact significatif sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques dans les deux régions.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 12 : Effets des actions de renforcement de capacité sur la stratégie de recherche d'opportunités économiques par localité (%)

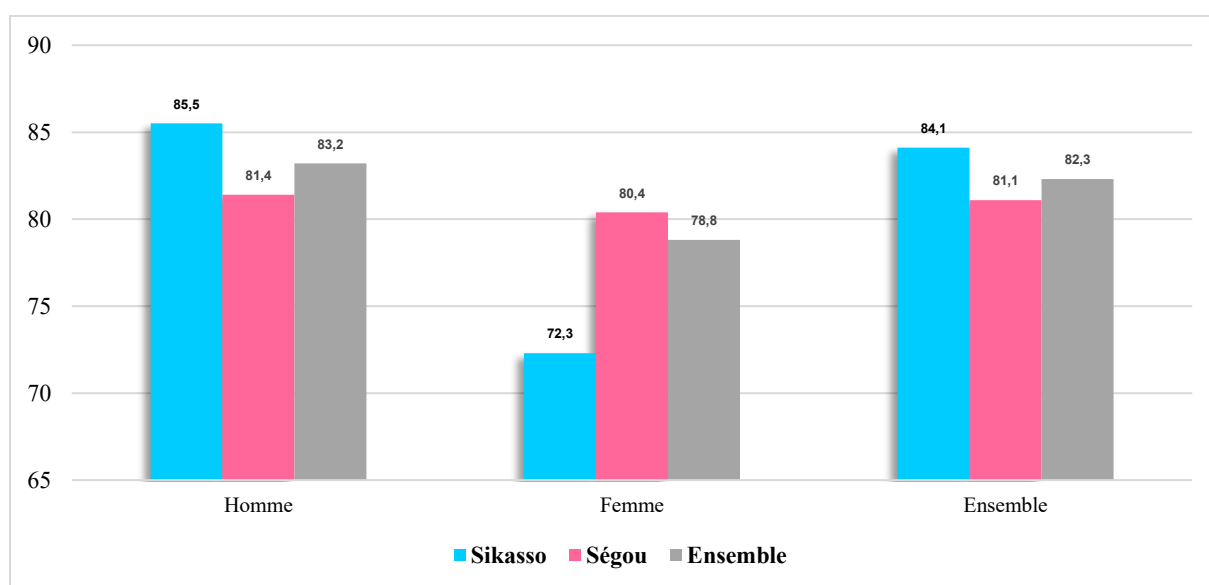
L'analyse des données sur l'insertion professionnelle dans les filières agricoles révèle des différences notables entre les sexes, ainsi qu'une répartition variée entre les localités de Sikasso et Ségou.

Tout d'abord, la proportion des hommes insérés dans une activité professionnelle liée aux filières agricoles est élevée, atteignant 85,5 % à Sikasso et 81,4 % à Ségou. Cela montre que, globalement, une large majorité des hommes bénéficient d'une insertion professionnelle dans ces secteurs, avec une moyenne générale de 83,2 % pour l'ensemble.

Les femmes, quant à elles, présentent des taux d'insertion plus faibles, bien que significatifs. À Sikasso, 72,3 % des femmes sont insérées dans une activité agricole, et à Ségou, 80,4 %. La moyenne générale pour les femmes est de 78,8 %, ce qui est inférieur à celle des hommes, mais toujours relativement élevée.

En comparant les deux localités, on observe que le taux d'insertion est plus élevé à Sikasso pour les hommes (85,5 % contre 81,4 % à Ségou), tandis qu'il est légèrement plus élevé à Ségou pour les femmes (80,4 % contre 72,3 % à Sikasso). Cela peut refléter des dynamiques économiques et des opportunités spécifiques aux régions, ainsi que les types de formations ou d'accompagnements proposés, qui pourraient être plus adaptés aux besoins locaux.

En résumé, les données indiquent que l'insertion professionnelle dans les filières agricoles est globalement positive, avec un taux d'insertion plus élevé pour les hommes que pour les femmes, et une légère différence entre les localités de Sikasso et Ségou. Les résultats montrent un bon impact des actions de renforcement de capacité dans ces régions, bien qu'il reste des opportunités pour améliorer l'insertion des femmes, notamment à Sikasso.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 13 : Proportion des jeunes actuellement insérés dans les filières agricoles (%)

L'analyse des données sur la répartition des jeunes insérés dans les filières agricoles, selon le maillon de la chaîne de valeur et le sexe, révèle plusieurs points intéressants.

Tout d'abord, dans le maillon de la production, la majorité des jeunes, tant hommes (81,0 %) que femmes (79,5 %), sont actifs. Cela représente le plus grand pourcentage dans l'ensemble des maillons, ce qui montre l'importance de la production dans l'insertion professionnelle des jeunes dans les filières agricoles. La moyenne générale de 80,7 % confirme cette tendance. Cela peut indiquer que la majorité des jeunes, quel que soit leur sexe, s'engagent dans la production agricole, domaine clé pour les économies rurales.

En ce qui concerne la transformation et commercialisation, une différence marquée entre les sexes est observée. Les femmes sont plus impliquées dans ce maillon, avec 48,4 % d'entre elles actives, contre seulement 27,5 % des hommes. Cette tendance suggère que les femmes sont davantage impliquées dans la transformation des produits agricoles et dans leur commercialisation, un secteur où elles jouent un rôle important dans l'ajout de valeur aux produits agricoles.

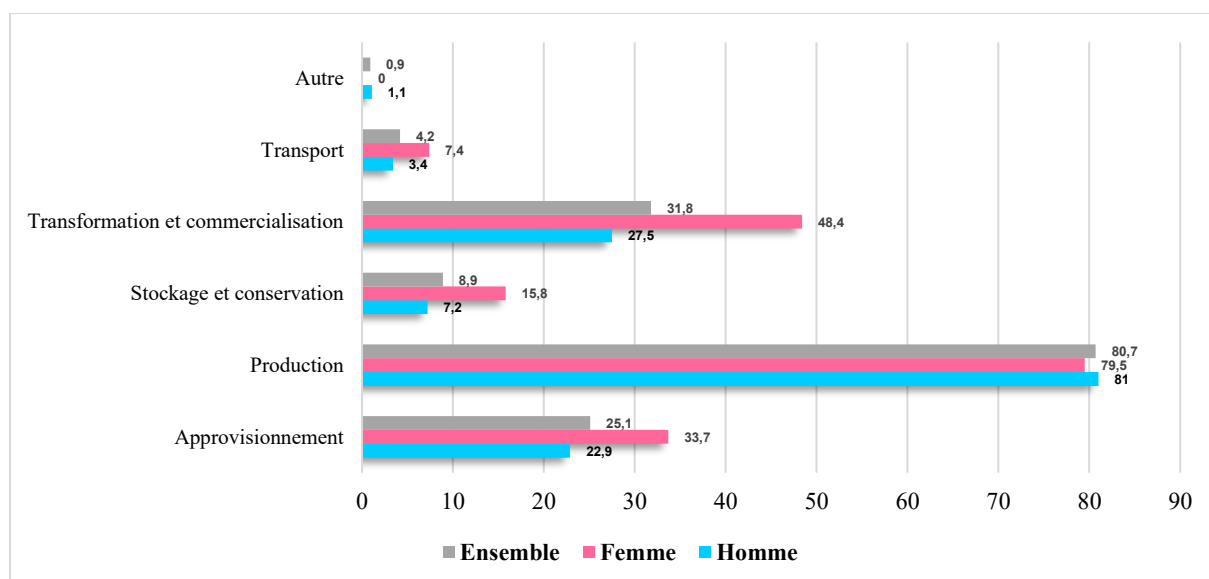
Pour le stockage et la conservation, les femmes (15,8 %) sont également plus nombreuses que les hommes (7,2 %) à s'engager dans ces activités. Bien que ce maillon soit moins fréquent que la production

ou la transformation, il montre un intérêt croissant pour les pratiques de gestion post-récolte, particulièrement chez les femmes, qui jouent un rôle clé dans la gestion des produits agricoles après la récolte.

L'approvisionnement en matières premières ou en ressources est plus fréquent chez les femmes (33,7 %) que chez les hommes (22,9 %), avec une moyenne générale de 25,1 %. Cela peut être lié à un rôle accru des femmes dans la gestion des intrants ou dans l'achat de ressources nécessaires à la production agricole.

Les maillons transport (3,4 % des hommes et 7,4 % des femmes) et autre (1,1 % des hommes et 0,0 % des femmes) sont les moins fréquents. Ces résultats peuvent refléter des réalités économiques et des obstacles spécifiques, notamment dans l'accès aux infrastructures ou à des opportunités de travail dans le transport.

En fin, les données montrent une forte implication des jeunes dans la production agricole, avec une attention particulière portée aux femmes dans les secteurs de la transformation, de la commercialisation et du stockage. Cela pourrait suggérer que les actions de renforcement de capacités, bien que bénéfiques pour tous, ont permis aux femmes de mieux s'insérer dans les maillons où elles sont traditionnellement plus impliquées, tout en mettant en lumière des opportunités pour améliorer l'insertion des hommes dans les autres maillons de la chaîne de valeur agricole.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 14 : Proportion des jeunes actuellement insérés dans les filières agricoles selon le maillon et le sexe (%)

L'analyse des données sur la répartition des jeunes actuellement insérés dans les filières agricoles, selon le maillon de la chaîne de valeur et la localité, révèle des différences intéressantes entre les deux régions, Sikasso et Ségou, et des tendances générales au niveau national.

Dans le maillon de la production, la majorité des jeunes dans les deux localités est impliquée, mais Sikasso présente un taux plus élevé (84,9 %) par rapport à Ségou (78,0 %). Cette forte implication dans la production agricole, avec une moyenne générale de 80,7 %, est un signe de l'importance de ce secteur dans les activités professionnelles des jeunes dans les deux régions. Cette tendance pourrait refléter une concentration d'activités agricoles principalement orientées vers la production dans les deux zones, particulièrement marquée à Sikasso.

Concernant le maillon de la transformation et de la commercialisation, Ségou se distingue avec un taux plus élevé (40,1 %) par rapport à Sikasso (19,2 %). Cela suggère que, bien que la production domine globalement, les jeunes de Ségou semblent plus actifs dans l'ajout de valeur aux produits agricoles par la transformation et la commercialisation. Cette différence pourrait être liée à des dynamiques économiques locales, à des infrastructures de marché ou à des programmes de formation qui favorisent l'entrepreneuriat et la transformation dans cette région.

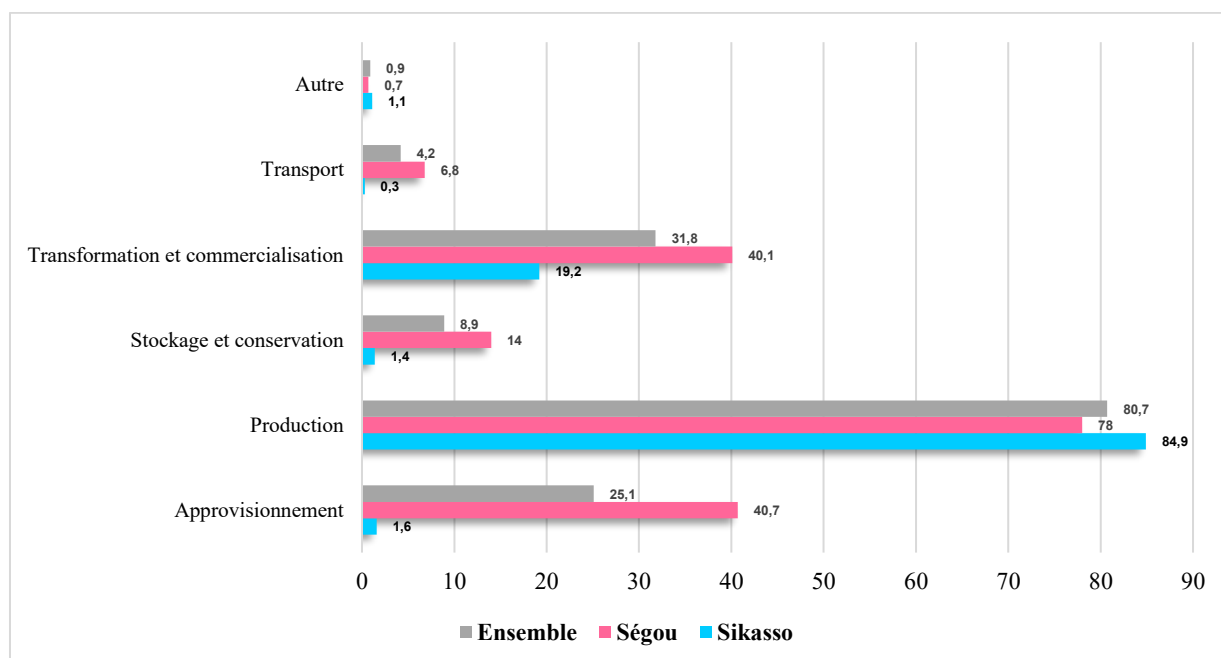
Le stockage et la conservation sont moins fréquents, mais Ségou présente un taux plus élevé (14,0 %) que Sikasso (1,4 %). Bien que ces activités ne représentent qu'une petite proportion de l'ensemble, cela peut indiquer une meilleure gestion post-récolte dans certaines parties de Ségou, avec des jeunes plus impliqués dans la gestion de la qualité des produits après récolte.

L'approvisionnement en matières premières est particulièrement marqué à Ségou, avec un taux de 40,7 %, alors que Sikasso reste très faible (1,6 %). Cette différence pourrait refléter des réalités économiques et logistiques distinctes dans chaque localité, avec Ségou ayant peut-être un meilleur accès aux intrants agricoles ou un rôle central dans les chaînes d'approvisionnement agricoles.

Le transport, bien que modeste dans les deux localités (0,3 % à Sikasso et 6,8 % à Ségou), reste une composante essentielle, notamment pour les jeunes impliqués dans la logistique de produits agricoles.

Enfin, le maillon autre est assez marginal, avec une légère différence entre les deux localités (1,1 % à Sikasso contre 0,7 % à Ségou), suggérant une catégorie d'activités plus spécifiques ou moins courantes dans les deux régions.

En résumé, les jeunes de Sikasso semblent davantage concentrés sur la production agricole, tandis que ceux de Ségou sont plus impliqués dans la transformation, la commercialisation et l'approvisionnement. Ces tendances révèlent des spécificités régionales et des opportunités pour ajuster les stratégies de formation et d'accompagnement des jeunes dans les filières agricoles, en tenant compte des particularités économiques et des besoins locaux.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 15 : Proportion des jeunes actuellement insérés dans les filières agricoles selon le maillon et la localité (%)

2.3.6. Effets des orientations reçues sur la formulation du projet professionnel ou individuel

L'analyse des résultats de la question sur l'impact des orientations reçues sur la formulation du projet professionnel ou individuel montre une tendance très positive parmi les jeunes. En effet, 91,4 % des jeunes affirment que les orientations reçues les ont aidés à formuler clairement leur projet professionnel ou individuel, tandis que seulement 8,6 % indiquent ne pas avoir été aidés.¹

Cela suggère que la majorité des jeunes bénéficiaires ont trouvé les orientations pertinentes et utiles pour structurer leurs projets, ce qui souligne l'importance de ces actions dans le développement des compétences et la clarté des objectifs professionnels. Les jeunes semblent ainsi avoir acquis une meilleure vision de leurs trajectoires professionnelles grâce aux conseils et formations reçus, ce qui est un signe positif pour la réussite de leurs projets à long terme.

L'analyse des résultats concrets obtenus grâce aux orientations reçues révèle des tendances significatives, particulièrement en fonction du sexe, concernant les impacts des formations sur les jeunes hommes et femmes dans le secteur agricole.

Tout d'abord, en ce qui concerne le lancement d'activités économiques, une proportion plus élevée de femmes (64,0 %) que d'hommes (54,1 %) ont démarré leur propre activité après les orientations. Cela suggère que les femmes bénéficient d'un soutien plus marqué dans le développement de leur entrepreneuriat, ce qui pourrait refléter un phénomène d'autonomisation économique renforcée chez elles. Ce constat se retrouve également dans le domaine de l'emploi trouvé, où 33,6 % des femmes contre 23,7 % des hommes ont réussi à décrocher un emploi lié aux filières agricoles, montrant ainsi une réussite plus grande des femmes dans cette recherche d'emploi.

Le réseautage constitue également un aspect essentiel de ces orientations, et les hommes (30,7 %) ont légèrement élargi leur réseau d'acteurs par rapport aux femmes (27,6 %). Cela indique que les orientations ont facilité la création de réseaux professionnels pour tous, avec une légère préférence pour les hommes dans cette dynamique de connexion professionnelle.

En matière de gestion d'entreprise, les résultats montrent des données proches entre les sexes, avec 23,1 % des hommes et 23,1 % des femmes signalant une amélioration du pilotage de l'entreprise. Toutefois, les femmes (2,8 %) semblent moins nombreuses que les hommes (23,1 %) à avoir amélioré la gestion des ressources humaines et financières, ce qui pourrait indiquer des obstacles spécifiques à leur gestion au sein des entreprises agricoles.

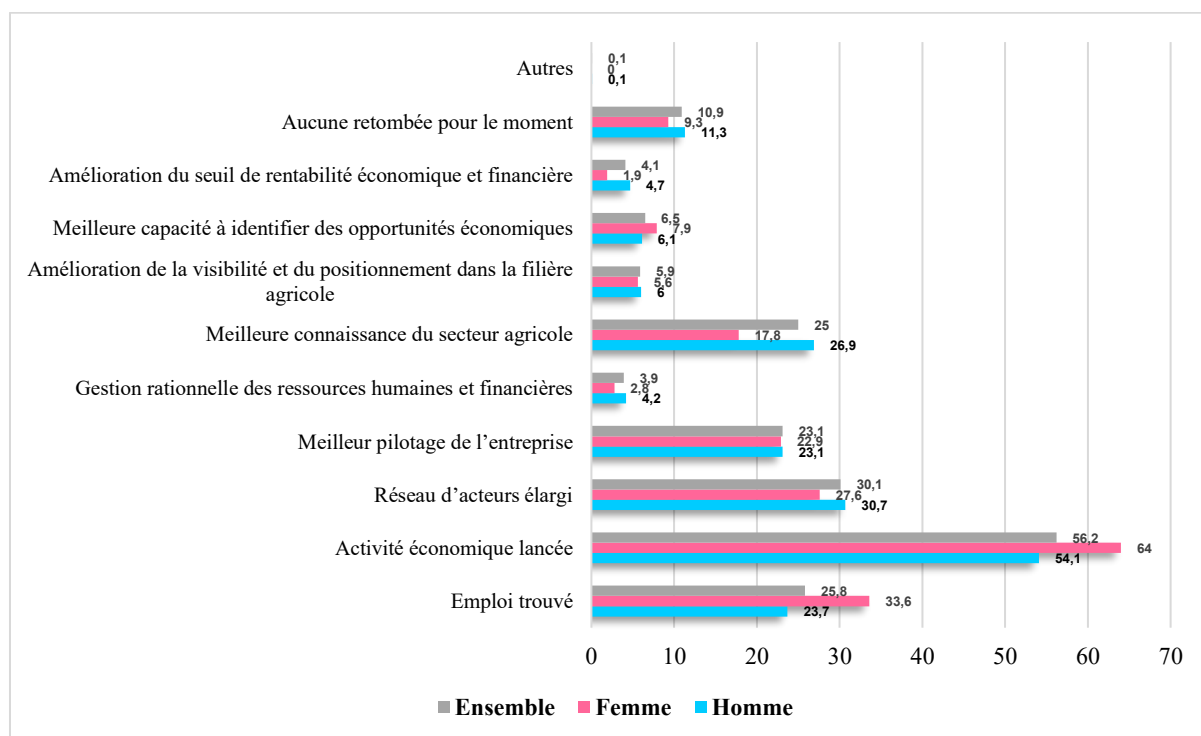
Les résultats concernant la connaissance du secteur agricole montrent que davantage de hommes (26,9 %) ont renforcé leurs connaissances techniques par rapport aux femmes (17,8 %), ce qui pourrait être lié à des rôles traditionnellement attribués aux hommes dans les aspects plus techniques de l'agriculture. En revanche, l'amélioration de la visibilité et du positionnement dans la filière agricole est relativement faible pour les deux sexes (5,9 %).

L'analyse de la capacité à identifier des opportunités économiques et de l'amélioration du seuil de rentabilité économique montre que les femmes surpassent légèrement les hommes dans ces domaines, avec respectivement 7,9 % contre 6,1 % et 1,9 % contre 4,7 %. Cela peut refléter une meilleure capacité des femmes à saisir les opportunités économiques malgré une rentabilité encore modeste dans certaines situations.

¹ Annexe 4 : Impact des orientations reçues sur la formulation du projet professionnel ou individuel.

Concernant les retombées globales, une proportion plus faible de femmes (9,3 %) que d'hommes (11,3 %) indique n'avoir obtenu aucune retombée tangible, ce qui suggère que les orientations ont eu un impact plus concret et immédiat sur les femmes. Cependant, une partie significative des jeunes, hommes et femmes, n'a pas encore expérimenté de retombées substantielles.

En résumé, ces données soulignent des résultats différenciés entre les femmes et les hommes : les femmes semblent particulièrement performantes en matière d'entrepreneuriat et d'activité économique, tandis que les hommes bénéficient davantage des formations dans des domaines techniques liés à l'agriculture. Cela met en lumière les impacts variés des orientations en fonction des rôles sociaux et économiques attribués aux jeunes hommes et femmes dans les filières agricoles.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 16 : Résultats concrets obtenus grâce à l'application des orientations reçues par sexe

L'analyse des résultats concrets obtenus grâce à l'application des orientations reçues par localité met en évidence des différences notables entre Sikasso et Ségou, soulignant ainsi l'impact variable des formations sur les jeunes de ces deux régions.

En ce qui concerne le lancement d'activités économiques, Ségou se distingue nettement, avec 64,3 % des jeunes ayant lancé leur propre activité, un taux largement supérieur à celui de Sikasso (44,1 %). Cela pourrait indiquer que les jeunes de Ségou ont eu des conditions plus favorables ou ont été davantage motivés à entreprendre après les orientations reçues.

Cependant, en matière de trouvaille d'emploi, Sikasso affiche un taux plus élevé (27,8 %) par rapport à Ségou (24,4 %), suggérant une meilleure intégration des jeunes de Sikasso sur le marché du travail dans les filières agricoles. Cette différence, bien que faible, met en lumière des résultats distincts selon les localités.

Sur le plan du réseautage, les jeunes de Ségou semblent avoir plus d'opportunités de tisser des liens professionnels, avec 33,4 % d'entre eux déclarant avoir élargi leur réseau, contre 25,2 % à Sikasso. Cela

pourrait traduire des différences dans l'accès aux acteurs du secteur agricole ou dans les activités d'accompagnement menées localement.

En ce qui concerne l'amélioration du pilotage de l'entreprise, les résultats restent relativement proches, avec 24,9 % à Sikasso et 21,8 % à Ségou. Les deux groupes semblent avoir bénéficié d'une formation équivalente dans la gestion de leurs entreprises agricoles, bien que Sikasso affiche une légère avance.

Pour ce qui est de la gestion des ressources humaines et financières, les jeunes de Sikasso (5,0 %) semblent légèrement plus avancés que ceux de Ségou (3,1 %), bien que les pourcentages restent faibles dans les deux localités, suggérant des défis communs dans la gestion des entreprises agricoles.

Une différence marquée se constate dans l'amélioration des connaissances du secteur agricole, où Sikasso affiche un taux bien plus élevé de 45,8 %, contre seulement 10,9 % à Ségou. Cela suggère que les jeunes de Sikasso ont eu un accès plus poussé à des formations ou à des ressources spécifiques au secteur agricole.

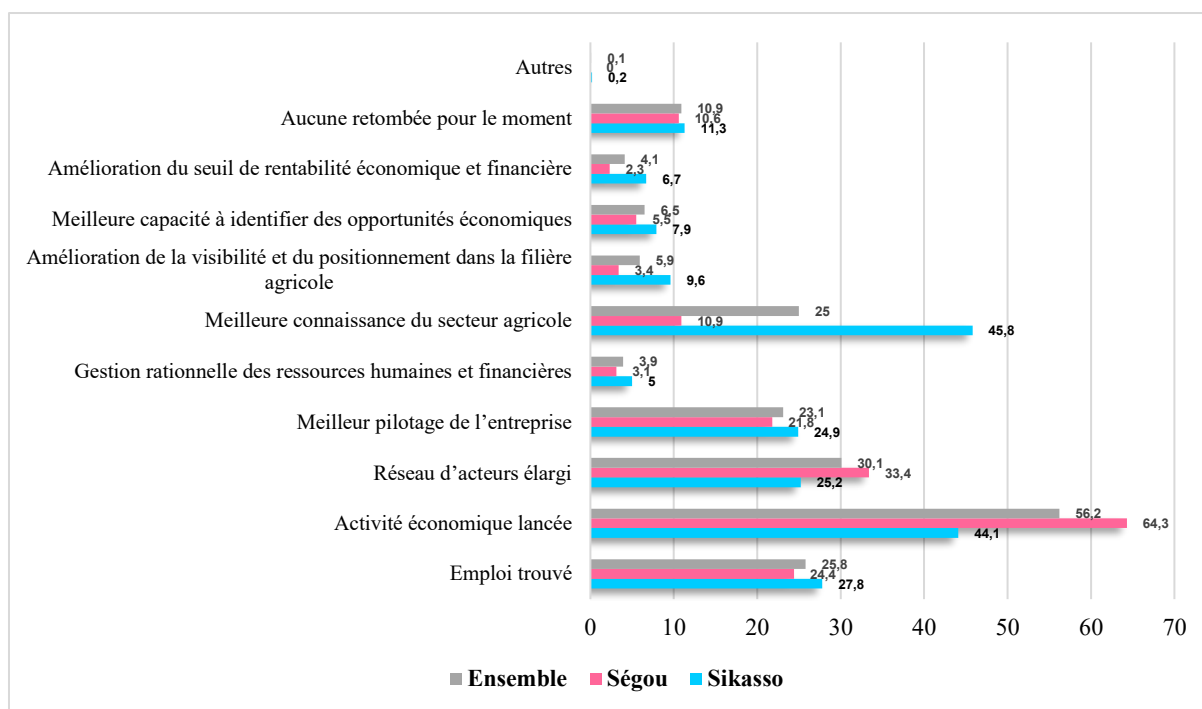
En termes de visibilité et de positionnement dans la filière agricole, les résultats sont faibles dans les deux localités, avec seulement 9,6 % à Sikasso et 3,4 % à Ségou, ce qui indique que cet aspect de la formation a eu un impact limité sur les jeunes des deux régions.

En ce qui concerne la capacité à identifier des opportunités économiques, les jeunes de Sikasso semblent avoir un léger avantage, avec 7,9 % d'entre eux ayant amélioré cette compétence contre 5,5 % à Ségou, ce qui pourrait refléter des différences dans la formation à la détection d'opportunités économiques locales.

En matière de rentabilité économique, Sikasso affiche également des résultats supérieurs, avec 6,7 % des jeunes rapportant une amélioration de leur rentabilité, contre seulement 2,3 % à Ségou. Cela pourrait indiquer que les jeunes de Sikasso sont plus aptes à atteindre des objectifs financiers après leur formation.

Un pourcentage similaire de jeunes des deux régions (11,3 % à Sikasso et 10,6 % à Ségou) déclare n'avoir obtenu aucune retombée concrète des orientations reçues, suggérant qu'une part non négligeable de jeunes n'a pas encore vu de résultats tangibles.

En résumé, bien que des résultats positifs aient été obtenus dans les deux régions, Sikasso semble avoir un léger avantage, notamment en termes de connaissance du secteur agricole, de réseautage, et de rentabilité économique. En revanche, Ségou se distingue surtout par un nombre plus élevé de lancements d'activités économiques. Ces différences mettent en lumière l'importance des contextes locaux et des facteurs régionaux dans l'efficacité des formations et des orientations des jeunes dans les filières agricoles.



Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Graphique 17 : Résultats concrets obtenus grâce à l'application des orientations reçues par localité (%)

2.4. Analyse du dispositif d'accompagnement par les partenaires

L'analyse du dispositif d'accompagnement par les partenaires a porté sur l'efficacité du dispositif d'accompagnement des jeunes, l'amélioration nécessaires pour renforcer la gestion, le suivi et réactivité du financement, les effets du programme sur le développement des filières agricoles dans les régions de Ségou et de Sikasso, les principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du programme.

2.4.1. Efficacité et pertinence du dispositif d'accompagnement des jeunes

Les points forts soulignés dans le guide d'entretien adressé aux partenaires de mise en œuvre illustrent de manière claire l'efficacité et la pertinence du dispositif en matière de formation et d'accompagnement des jeunes. Tout d'abord, l'orientation et la formation des jeunes reposent sur une approche structurée, permettant de guider chaque jeune dans son parcours professionnel en répondant à ses besoins spécifiques. Cette démarche est renforcée par la mise en place du mentorat, qui favorise un apprentissage pratique et un accompagnement personnalisé, augmentant ainsi les chances de succès des jeunes.

De plus, la synergie avec l'AOPP et l'implication des relais montre la force de la collaboration entre acteurs locaux, garantissant une coordination optimale des actions menées. Cette collaboration permet également une acquisition de nouvelles compétences pour les jeunes, leur donnant les outils nécessaires pour s'intégrer dans le marché du travail et augmenter leur employabilité.

L'accompagnement de l'APEJ en entrepreneuriat, notamment par la formation ciblée, renforce la capacité des jeunes à créer et gérer des entreprises viables. Ce soutien est accompagné par la diversification des filières d'apprentissage et le renforcement des capacités des acteurs, permettant ainsi de répondre à une gamme plus large de besoins économiques.

L'orientation vers la production de la pomme de terre, en particulier, reflète une approche pragmatique, adaptée aux opportunités agricoles locales, tandis que l'existence de centres de services et le développement des activités de coaching assurent un suivi continu et personnalisé pour chaque jeune. Ce suivi est essentiel pour garantir une formation de qualité, consolidée par un suivi régulier qui renforce l'efficacité de l'ensemble du processus.

L'approche ciblée et adaptée aux besoins locaux témoigne d'une stratégie bien pensée, visant à répondre de manière précise aux réalités du terrain, avec une identification pertinente des filières porteuses. Cette approche est d'autant plus efficace grâce à la synergie d'actions entre les différents acteurs, assurant une réponse cohérente et adaptée aux défis des jeunes.

Le ciblage des filières porteuses et des jeunes issus des exploitations agricoles familiales (EAF) constitue un élément stratégique, en lien direct avec les besoins du marché du travail, en particulier dans les secteurs agricoles. Enfin, l'apport personnel des jeunes dans leur processus de formation et d'accompagnement constitue un facteur clé de succès, leur permettant de s'engager activement dans la réalisation de leur projet professionnel.

En somme, ces différents points montrent que le dispositif est bien structuré, avec des actions concrètes et adaptées aux réalités locales, offrant ainsi aux jeunes des opportunités solides pour leur insertion professionnelle ou leur réussite entrepreneuriale.

2.4.2. Améliorations nécessaires pour renforcer la gestion, le suivi et la réactivité du financement

Les aspects à améliorer soulignés dans le guide d'entretien adressé aux partenaires de mise en œuvre concernent principalement la gestion du dispositif, le suivi des bénéficiaires et la réactivité du financement. Tout d'abord, la prise en charge de l'apport personnel des jeunes et le suivi post-financement nécessitent une attention particulière. En effet, pour garantir la réussite des projets des jeunes, un meilleur soutien après le financement s'avère crucial, notamment en ce qui concerne la gestion de leur apport personnel et un suivi plus rigoureux une fois les projets lancés.

De plus, l'amélioration du suivi des bénéficiaires est essentielle, car il semble manquer de régularité et d'efficacité. Un suivi plus structuré et systématique permettrait de maintenir les jeunes sur la bonne voie et de renforcer la pérennité de leurs initiatives. Cela passe également par un processus de sélection des jeunes plus rigoureux et mieux adapté aux besoins du marché. Une analyse approfondie et un ciblage plus précis des jeunes permettrait d'optimiser leurs chances de succès et d'assurer que les projets répondent réellement aux attentes du marché.

Il serait également pertinent de renforcer l'implication des acteurs financiers dans le montage des dossiers de financement pour garantir une meilleure adéquation entre les besoins des jeunes et les ressources disponibles. D'autre part, le préfinancement des projets avant la fin de la formation pourrait être envisagé afin de permettre aux jeunes de commencer à mettre en œuvre leurs projets dès la fin de leur parcours, sans attendre que tout soit finalisé.

La pérennisation de l'accompagnement par les structures techniques après la formation est également un point à renforcer. Un suivi plus régulier et la disponibilité des structures d'accompagnement sont nécessaires pour garantir la réussite à long terme des projets des jeunes. Par ailleurs, l'allégement du système de financement permettrait de rendre l'accès au financement plus facile et rapide, en réduisant les obstacles administratifs qui peuvent freiner les initiatives des jeunes.

Il est également crucial de procéder à une sélection des jeunes basée sur une analyse plus approfondie de leurs compétences et de la viabilité de leurs projets. Cela garantirait que les candidats possèdent les qualités nécessaires pour réussir et que leurs projets soient réalistes. De même, l'organisation de sessions de renforcement de capacités thématiques, adaptées aux besoins spécifiques des jeunes, renforcerait leur préparation à l'entrepreneuriat ou à l'insertion professionnelle.

La lenteur dans l'exécution de l'accompagnement constitue un autre défi majeur. Une plus grande réactivité dans l'accompagnement et dans la mise en œuvre des initiatives permettrait d'éviter le découragement des jeunes et de garantir un suivi efficace. Par ailleurs, il est essentiel de mieux prendre en compte les spécificités locales (climat, ressources naturelles, infrastructures) pour adapter les projets à la réalité du terrain, ce qui favoriserait leur succès.

Le choix des Institutions de Microfinance (IMF) mérite également une révision pour s'assurer qu'elles sont en phase avec les besoins des jeunes et qu'elles peuvent réellement soutenir leurs initiatives de manière efficace. De plus, l'accélération du processus de financement serait un atout majeur, en particulier pour éviter les retards qui peuvent nuire à la bonne mise en œuvre des projets.

Enfin, il est crucial de sélectionner des jeunes réellement motivés et engagés. Leur implication personnelle est un facteur clé de succès, car elle détermine en grande partie la réussite de leur parcours professionnel ou entrepreneurial.

En résumé, ces améliorations visent à renforcer la réactivité, la rigueur et la durabilité du dispositif, afin de maximiser son efficacité et d'assurer que les jeunes bénéficiaires puissent réellement réussir à s'insérer dans le marché du travail ou à entreprendre avec succès.

2.4.3. Effets du programme sur le développement des filières agricoles dans les régions de Ségou et Sikasso

Les effets du programme sur le développement des filières agricoles dans les régions de Ségou et Sikasso sont nombreux et significatifs, contribuant à un véritable dynamisme économique et social. Tout d'abord, il a permis une réduction de la pauvreté et du chômage, en offrant de nouvelles opportunités économiques aux jeunes. Cette évolution s'est accompagnée d'un renforcement de la sécurité alimentaire, grâce à une augmentation de la production locale dans les filières agricoles clés.

Le programme a également permis une prise de conscience des jeunes sur les opportunités offertes par les différentes filières agricoles, ce qui a mené à une augmentation de la production, en particulier du sésame, du fonio et de la pomme de terre. En parallèle, des entreprises agricoles dirigées par des jeunes ont vu le jour, renforçant l'esprit entrepreneurial et la création de nouvelles dynamiques économiques.

Une autre avancée majeure a été la meilleure relation entre les institutions financières et les jeunes bénéficiaires, facilitant ainsi leur accès au financement, crucial pour le développement de leurs projets agricoles. Les jeunes ont également développé une connaissance approfondie des filières, ce qui leur a permis de mieux comprendre les mécanismes de sélection, de financement et de gestion des entreprises agricoles.

Le programme a aussi contribué à la valorisation des filières agricoles, avec une augmentation des rendements et une amélioration des itinéraires techniques de production, favorisant des pratiques agricoles plus efficaces. De plus, une attention particulière a été portée à l'adaptation aux effets du changement climatique, permettant aux jeunes de modifier leurs pratiques agricoles pour mieux faire face à ces défis.

Cette dynamique a également entraîné la diffusion et l'adoption des idées de projet par d'autres jeunes, créant ainsi un effet d'entraînement. L'appui en intrants, équipements et formations a permis d'améliorer les revenus des jeunes et de créer de nouveaux emplois, consolidant les bases d'une économie rurale durable.

Enfin, le programme a contribué au renforcement des organisations agricoles et à la diversification des cultures et des sources de revenus, avec une expansion du nombre de producteurs de fonio et de sésame, ce qui a permis une augmentation significative des rendements et une production accrue dans ces filières stratégiques.

Ces effets combinés démontrent que le programme a eu un impact globalement positif sur le développement des filières agricoles, en stimulant non seulement la production, mais aussi l'entrepreneuriat et la structuration des acteurs agricoles, contribuant ainsi à un développement économique durable dans les régions de Ségou et Sikasso.

2.4.4. Principales difficultés rencontrées lors de la mise en œuvre du programme

Les principales difficultés rencontrées dans la mise en œuvre du programme révèlent des obstacles liés au financement, à l'administration, au suivi et à l'organisation, entravant l'efficacité du dispositif. Voici un aperçu des défis rencontrés et de leurs effets :

- **Problèmes liés au financement :** Le programme a souffert de retards dans le décaissement des fonds, d'une lourdeur administrative et de la lenteur dans l'accès au financement. Certains jeunes n'ont toujours pas reçu leur financement, et l'exigence d'un apport personnel des porteurs de projet a freiné l'accès aux financements. Le processus bureaucratique chez le partenaire LuxDev et la multiplication des acteurs ont contribué à rendre le financement complexe et lent.
- **Problèmes administratifs et réglementaires :** La non-disponibilité des pièces justificatives et des pièces d'identité des jeunes pour l'ouverture de comptes bancaires a ralenti les procédures administratives. De plus, la complétude des dossiers s'est révélée problématique, certains jeunes ne disposant pas de tous les documents requis pour avancer.
- **Problèmes liés au suivi et à l'accompagnement :** Le suivi post-financement a été insuffisant en raison de la réduction de l'équipe technique sur le terrain. Certains acteurs, notamment les structures d'accompagnement, ne se sont pas pleinement impliqués, et le manque de formation des jeunes dans les filières choisies a limité leur capacité à gérer leurs projets. Cette situation a également été exacerbée par un manque de qualification technique des jeunes, ce qui a entravé la réussite de leurs projets.
- **Problèmes logistiques et organisationnels :** Le retard dans l'acquisition des motos a affecté la mobilité des équipes de suivi, tandis que le manque de moyens logistiques a ralenti les missions de suivi. La lenteur dans la mise en place des subventions a également freiné le démarrage des activités.

Ces difficultés ont eu des conséquences directes sur l'insertion des jeunes dans les filières agricoles, avec des effets négatifs notables :

- **Démotivation et découragement des jeunes :** Les retards et blocages administratifs ont causé frustration et perte de confiance, ce qui a démoralisé les jeunes et leurs parents, entraînant un désengagement progressif du programme. Certains jeunes ont même abandonné, ne voyant plus d'opportunités pour s'insérer dans les filières agricoles.
- **Réduction des opportunités de financement et d'accompagnement :** Le nombre de financements accordés a diminué, ce qui a limité les projets lancés par les jeunes. Les retards ou l'absence de financement ont empêché la concrétisation de plusieurs projets, et l'ajournement ou rejet de dossiers a privé des jeunes d'opportunités économiques.
- **Problèmes de coordination et de gestion administrative :** La lenteur dans le traitement des dossiers et l'absence de suivi dans les délais ont créé des décalages entre la période d'activité agricole et la mise à disposition des fonds, réduisant l'efficacité du soutien. L'absence de validation de certains projets par des institutions comme le Conseil Régional a empêché leur mise en œuvre effective.
- **Conséquences sur l'écosystème agricole :** La baisse du nombre de jeunes engagés dans les filières agricoles a ralenti le développement du secteur. L'affaiblissement du partenariat entre les structures d'accompagnement a diminué l'efficacité de l'appui, et la dynamique entrepreneuriale a été affectée, avec des jeunes porteurs de projets découragés.

Les contraintes spécifiques rencontrées dans les régions de Ségou et Sikasso ont considérablement freiné la mise en œuvre du programme et l'insertion des jeunes dans les filières agricoles. Ces obstacles se déclinent en plusieurs catégories :

- Contraintes socioculturelles : Dans certaines communautés, des contraintes socioculturelles ont limité la participation des femmes, notamment l'interdiction imposée par certains maris, restreignant ainsi l'accès de ces femmes aux opportunités offertes par le programme.
- Contraintes administratives et financières : Le choix d'une seule banque, la BNDA, pour le financement des plans d'affaires des jeunes a entravé la flexibilité nécessaire et ralenti les décaissements, spécifiquement à Sikasso. De plus, l'accès difficile aux documents administratifs, tels que les cartes d'identité et le NIF, a compliqué l'ouverture des comptes bancaires, retardant ainsi l'accès au financement. La mobilisation des apports personnels de certains jeunes a également posé problème, freinant leur engagement dans le programme. Par ailleurs, le retard dans la signature des conventions par le Conseil Régional de Ségou a bloqué des financements, entraînant des retards supplémentaires dans l'exécution du programme.
- Contraintes sécuritaires et géographiques : L'insécurité dans certaines zones a rendu l'accès difficile et limité l'accompagnement des jeunes sur le terrain, ralentissant ainsi le processus d'insertion.

Ces contraintes ont contribué à freiner l'avancée du programme, et pour y remédier, il serait pertinent de diversifier les banques partenaires, assouplir les exigences administratives et fournir un soutien renforcé aux femmes pour faciliter leur participation active.

RECOMMANDATIONS

Sur la base des conclusions du rapport d'enquête sur la satisfaction des jeunes hommes et femmes concernant la qualité et la pertinence de l'orientation reçue pour la formulation de leur projet individuel, ainsi que l'intégration des acquis dans leur stratégie de recherche d'opportunités économiques dans le cadre du Programme MLI021, voici des recommandations spécifiques destinées à quelques acteurs impliqués.

Conseils régionaux de Sikasso et de Ségou :

- Accélérer la validation des projets et la signature des conventions afin de garantir un financement plus rapide et adapté aux besoins des jeunes.
- Renforcer un système de mentorat actif en impliquant des professionnels et entrepreneurs locaux pour accompagner les jeunes dans leur parcours.
- Faciliter l'accès aux financements en diversifiant les partenaires financiers et en assouplissant les conditions d'éligibilité pour les jeunes porteurs de projets.
- Créer un système de suivi automatisé avec des indicateurs mesurant l'évolution des bénéficiaires sur le long terme.
- Renforcer l'analyse préalable des besoins des jeunes pour proposer des formations mieux alignées avec les opportunités locales.

Institutions financières partenaires :

- Impliquer davantage les institutions financières dans le montage des dossiers pour assurer un meilleur accompagnement des jeunes porteurs de projets.

Ces recommandations visent à optimiser l'efficacité du dispositif et à garantir une meilleure insertion des jeunes dans les filières agricoles.

CONCLUSION

L'enquête menée dans le cadre du programme MLI/021 visait à évaluer la satisfaction des jeunes bénéficiaires par rapport aux orientations reçues et à analyser l'impact de ces accompagnements sur leur insertion professionnelle et économique.

Les résultats montrent que la majorité des jeunes interrogés ont jugé les orientations pertinentes et adaptées à leurs attentes. En effet, 89,2 % des bénéficiaires se déclarent satisfaits, avec une légère différence entre les hommes (89,4 %) et les femmes (88,4 %). Ce constat traduit l'adéquation des formations et des accompagnements proposés avec les besoins des jeunes, tant en termes de renforcement de capacités que d'élaboration de projets professionnels.

Toutefois, des disparités existent entre les régions étudiées. Les jeunes de Ségou semblent mieux ciblés en termes de formation et d'opportunités économiques, affichant un taux plus élevé de structuration et de lancement d'activités économiques après l'orientation (64,3 % contre 44,1 % à Sikasso). En revanche, les jeunes de Sikasso bénéficient d'un meilleur accès aux formations techniques et à l'intégration des compétences agricoles, avec un fort engagement dans les filières agroécologiques et l'élevage.

Le financement reste un point de faiblesse majeur du dispositif. Une grande majorité des jeunes (98 % à Sikasso et 94,8 % à Ségou) déclarent n'avoir reçu aucun financement direct, limitant ainsi leur capacité à concrétiser leurs projets. De plus, le suivi post-financement est quasi inexistant dans les deux régions (98 % des jeunes de Sikasso et 96,4 % de Ségou déclarent ne pas en avoir bénéficié). Cela met en évidence la nécessité de renforcer l'accompagnement financier et l'encadrement après l'accès aux fonds.

Concernant l'intégration des acquis, l'enquête révèle que les jeunes femmes bénéficient davantage des orientations en termes de lancement d'activités économiques et d'autonomisation financière. 64 % des femmes ont démarré une activité contre 54,1 % des hommes, et 33,6 % des femmes ont trouvé un emploi contre 23,7 % des hommes. En revanche, les hommes sont plus nombreux à avoir renforcé leurs connaissances techniques et leur réseau professionnel.

Enfin, le programme a contribué au développement des filières agricoles et à la diversification des sources de revenus. L'augmentation du nombre de producteurs de fonio et de sésame, ainsi que le renforcement des structures agricoles, témoignent d'un impact positif sur la durabilité économique des régions concernées.

En somme, bien que l'orientation et l'accompagnement aient eu un effet bénéfique sur l'insertion professionnelle des jeunes, des améliorations restent nécessaires, notamment en matière d'accès au financement, de suivi post-financement et de prise en compte des contraintes régionales spécifiques. Le renforcement de ces aspects permettrait d'optimiser l'impact du programme et d'améliorer durablement l'insertion des jeunes dans les filières agricoles.

ANNEXES

Annexe 1 : Degré de satisfaction détaillé des jeunes par rapport aux types d'orientation reçus selon la Formation / Accompagnement à l'élaboration de plan d'affaires et le sexe

Formation / Accompagnement à l'élaboration de plan d'affaires	Homme	Femme	Sikasso	Ségou	Ensemble
Sensibilisation sur les conditions d'accès au financement	92,8	92,9	93,9	92,2	92,8
Appropriation du plan d'affaire par les jeunes	97,1	96,7	96,6	97,2	97,0
Durée de l'élaboration du plan d'affaires	93,9	97,1	93,2	95,5	94,6
Niveau d'implication des jeunes	97,2	98,3	96,8	97,8	97,4
Moyenne globale	95,2	96,3	95,1	95,7	95,5

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Annexe 2 : Degré de satisfaction détaillé des jeunes par rapport aux types d'orientation reçus selon l'appui-conseil continu dans la finalisation de l'idée d'entreprise et la concrétisation du projet et le sexe

Appui-conseil continu dans la finalisation de l'idée d'entreprise et la concrétisation du projet	Homme	Femme	Sikasso	Ségou	Ensemble
Rédaction des plans d'affaires	96,7	98,3	96,1	97,7	97,1
Vérification du plan d'affaires	95,9	98,3	95,5	97,1	96,5
Accompagnement des jeunes par les conseillers AOPP	92,9	97,1	90,0	96,2	93,8
Appui des conseillers AOPP pour la mise en relation	93,2	95,4	97,3	91,4	93,7
Moyenne globale	94,7	97,3	94,7	95,6	95,3

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Annexe 3 : Degré de satisfaction détaillé des jeunes par rapport aux types d'orientation reçus selon le soutien à la recherche de financement et le sexe

Soutien à la recherche de financement	Homme	Femme	Sikasso	Ségou	Ensemble
Appui-accompagnement pour l'acquisition des documents	85,9	89,2	83,4	88,7	86,6
Appui-accompagnement pour les démarches à l'ouverture des comptes	84,9	88,8	82,7	87,6	85,7
Sensibilisation dans la mobilisation des apports personnels	83,2	88,8	82,0	85,9	84,4
Rencontre et visite de terrain des institutions financières	65,2	79,3	48,9	80,5	68,2
Préparation technique pour la défense du projet auprès des institutions financières	82,1	86,3	83,2	82,8	83,0
Appui-accompagnement à la mise en place de la subvention	78,6	83,4	75,5	82,3	79,6
Moyenne globale	80,0	86,0	75,9	84,6	81,3

Source : Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue, ONEF 2024

Annexe 4 : Impact des orientations reçues sur la formulation du projet professionnel ou individuel.

	Fréquence	Pourcentage
Orientations reçues	Non	97
	Oui	1031
	Total	1128
		8,6
		91,4
		100,0

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- Questionnaire l'Enquête de satisfaction des jeunes hommes et jeunes femmes par rapport à la qualité et à la pertinence de l'orientation reçue ;
- Guide d'entretien pour les partenaires de mise en œuvre et les institutions financières, MLI021 ;
- Guide méthodologique d'enquête de satisfaction des bénéficiaires d'une formation professionnelle
- Enquête de satisfaction des bénéficiaires directs et finaux du Programme MLI/022- Formation et insertion professionnelle financé par LuxDev dans sa zone d'intervention au Mali, Septembre 2021 réalisée par l'ONEF.